

**CENTRE D'ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
DE LA DEFENSE**

LA JEUNESSE ET LA DEFENSE

« GENERATION TONTON DAVID »

Pascal BONIFACE

**avec la collaboration de Bertrand Fort, Jean-François Gribinski,
Sonia Fibleuil et Eric Schlegel**

Décembre 1998

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1ÈRE PARTIE LES PRINCIPALES TENDANCES

- I.1. réalisme et maturité sur les questions de défense ;
- I.2. l'antimilitarisme en perte de vitesse ;
- I.3. les particularités des 15 - 24 ans par rapport aux 35 - 49 ans ;
- I.4. la quasi-absence de différences entre les sexes.

2ÈME PARTIE L'ANALYSE DÉTAILLÉE PAR QUESTIONS

II.1. les menaces contre la France

II.1.1. *les pays menaçants :*

- le carré de tête : Algérie, Irak, Etats-Unis et Chine ;
- un bon suivi des bouleversement internationaux intervenus depuis 1989 ;
- une attirance-répulsion envers les Etats-Unis ;
- la menace asiatique ;
- la peur de la prolifération nucléaire ;

II.1.2. *quel type d'agression ?*

- la crainte de menaces « nouvelles » et « modernes » ;
- la principale menace pour la France : les attentats terroristes ;

II.2. la politique de défense

II.2.1 *le budget de la défense :*

II.2.2. *la réduction des armements :*

- oui, à un désarmement, mais dans un cadre international ;
- le désarmement, une utopie nécessaire ;
- pour une minorité, désarmer, c'est baisser la garde ;

II.2.3. *être prêt à s'engager*

- une vision très « utilitariste » de l'engagement ;
- l'engagement comme un réflexe patriotique ;

II.3. l'image des armées

II.3.1. *le service national :*

- une contrainte inutile et obsolète ;
- le service peut être utile, mais sur la base du volontariat et de préférence pour les autres ;
- le service national, ce n'est pas pour les filles ;

II.3.2. *Si un ami s'engage :*

- du respect pour son choix personnel ;

II.3.3. les militaires :

- des gens comme les autres et pourtant si différents ;

II.4. la sécurité internationale

II.4.1. les interventions humanitaires :

- une image très positive pour l'armée française

II.4.2. la collaboration européenne :

- vers une défense européenne ? oui, évidemment ;
- attention aux intérêts de la France ;

II.4.3. la France sans nucléaire

- la force de frappe nucléaire est malheureusement nécessaire ;
- l'arme nucléaire donne à la France du « pouvoir international » ;
- la condamnation des essais nucléaires ;
- le nucléaire ? non merci ;

II.5. l'industrie d'armement

II.5.1. les finalités

- la création de richesses et d'emplois contrecarrée par une mauvaise image des ventes d'armes ;
- la gêne face au ventes d'armes françaises ;
- le moyen de défendre la France et la vitrine de notre puissance technologique ;

II.5.2. une défense de la France « puissante » :

- une défense « puissante » pour se protéger.

CONCLUSION

ANNEXES

INTRODUCTION

L'IRIS a mené une enquête auprès de jeunes de 15 à 25 ans pour les interroger sur leur vision et leur conception des questions de défense.

Dans un premier temps, 80 entretiens ont été menés avec des étudiants.

Dans un second temps, un nouveau questionnaire a été élaboré à partir de la première étude et des entretiens ont été menés avec 112 jeunes, étudiants ou lycéens.

L'objectif assigné à cette étude était de mieux cerner les attitudes des jeunes à l'égard des problèmes de défense.

Comment la nouvelle génération (parmi laquelle se trouvent les dirigeants de demain) conçoit-elle sa relation à la défense dans un contexte de renouveau stratégique, avec la disparition de la menace soviétique et la refonte du cadre national, incluant la suppression du service militaire.

La démarche de l'IRIS n'avait pas pour visée de mener une analyse sociologique stricto sensu mais plutôt d'apporter un éclairage direct et opérationnel aux décideurs politiques et militaires.

Une analyse rapide, basée sur les a priori, les réminiscences du passé et sur la réalité pourrait faire croire à un rejet du monde de la défense par la majorité de la jeunesse.

Au moment où la nécessité d'une défense apparaît moins nettement après la disparition de la menace soviétique et où la suppression du service national vient faire disparaître un point de jonction, ou plutôt de contact, entre l'armée et la jeunesse, le monde de la défense pourrait s'inquiéter de n'être plus perçu comme une nécessité par les nouvelles générations. L'individualisme ambiant, l'affirmation de droits au détriment des obligations, pourraient même faire craindre un rejet.

Cette étude, menée pour le compte du C.E.S.S.D., montre qu'il n'en est rien. Les jeunes rejettent les contraintes dont ils ne perçoivent pas la nécessité, et tel était de plus en plus le cas du service national. Ils ne rejettent pas pour autant la nécessité pour la France de disposer d'une défense puissante, fondée sur une armée disposant de bons budgets, de l'arme nucléaire, d'une industrie de défense performante et coopérant avec les autres pays européens. Ils n'ont pas d'a priori sur les militaires et quand ils en ont, ils sont plus positifs que négatifs. Loin d'être un rejet des autres, l'individualisme de la jeune génération entraîne l'acceptation des choix de chacun, tant que cette acceptation est réciproque. La philosophie des jeunes d'aujourd'hui pourrait être résumée par la chanson de Tonton David : « Chacun sa route, chacun son chemin, chacun son rêve, chacun son destin ».

L'armée n'est donc pas rejetée et elle peut même penser pouvoir recruter sans trop de difficultés parmi les jeunes qui n'ont pas d'a priori négatifs. La suppression du service national, loin de briser le contact entre les jeunes et la défense, va le faciliter en le rendant volontaire.

L'étude jeunesse et défense a été réalisée en deux étapes. Une pré-étude a consisté à soumettre un premier questionnaire à 80 jeunes, majoritairement étudiants, à la rentrée septembre/octobre 1997 (voir Annexe). Après une première analyse des réponses, et vérification de la validité de la méthode, un second questionnaire a été présenté à 112 jeunes, filles et garçons, âgés de 15 à 25 ans, lycéens ou étudiants pour la plupart.

L'analyse qualitative de ce questionnaire a permis de repérer les motivations, les attentes et les craintes des jeunes de 15 à 25 ans à l'égard des questions de défense en général et de l'armée française en particulier.

Au delà d'une approche quantitative, bien sûr nécessaire, mais qui ne permet pas d'examiner avec attention leurs idées et leurs représentations à travers leurs phrases, leurs mots, ou l'ordre d'apparition des thèmes dans leurs réponses, l'étude de ces " paroles de jeunes sur l'armée " se révèle particulièrement pertinente dans la sélection des facteurs structurant leur opinion.

Cette étude qualitative a bien sûr tenu compte des éléments avancés dans d'autres études et s'est notamment appuyée sur l'étude menée par le Sirpa, « Les facteurs structurant l'opinion des Français à l'égard de leur armée »¹ dans laquelle on a pu trouver matière à comparaisons et compléments.

La recherche d'une communication adaptée en direction des 15-24 ans pourra trouver des éléments utiles dans les lignes-forces qui se dégagent de l'étude qualitative de ce questionnaire.

¹ « Les facteurs structurant l'opinion des Français à l'égard de leur armée » SIRPA/DEPE/BSO (2 juin 1998).

PREMIERE PARTIE

LES PRINCIPALES TENDANCES

I.1 - LE RÉALISME ET LA MATURITÉ SUR LES QUESTIONS DE DÉFENSE

L'étude du rapport de la jeunesse aux questions de défense n'aurait eu ni le même intérêt ni le même résultat si elle avait été faite auprès de la génération précédente. Il y a 10 ou 20 ans, on aurait trouvé chez les étudiants des positions tranchées ? soit très favorables à l'idée de défense ? soit la rejetant en bloc. La guerre froide, mais aussi une relation plus passionnelle sur le plan interne à ce qui touchait la défense en tant qu'institution, en aurait été la cause.

La relation entre la jeunesse et la défense est aujourd'hui dédramatisée et pragmatique. La disparition du clivage Est-Ouest conduit bien sûr à la modification des perceptions internes des questions de défense. Il faut réaliser que ceux auprès de qui cette étude a été menée ont commencé à s'intéresser à l'actualité internationale après la chute du mur de Berlin. Ils avaient entre 6 et 16 ans lors de la chute du mur de Berlin. Menace soviétique, guerre froide, sont des concepts qu'ils connaissent, dont ils ont entendu parler, mais qu'ils n'ont pas vécu de façon consciente. Alors que ces événements ont structuré la façon de penser des plus de 25 ans, ce sont, pour les moins de 25 ans, des événements historiques lointains, à peu près du même ordre que la guerre d'Algérie, la naissance de la Vème République ou la Seconde Guerre mondiale pour leurs aînés, des événements, certes importants, dont on sait qu'ils ont contribué à façonner le monde, mais qu'ils n'ont pas vécus directement.

La génération actuelle est moins passionnée, moins déchirée par des engagements idéologiques quelle que soit leur nature. Le temps des affrontements verbaux ou plus directs est loin. La défense des convictions a pris une tournure moins dramatique. Les différentes alternances politiques ont donné un certain recul aux jeunes qui sont désormais marqués par le pragmatisme.

Le seul slogan mobilisateur de la jeunesse serait le refrain de la chanson de Tonton David accompagnant le film à succès « Un Indien dans la ville » sorti en 1994 : « chacun sa route, chacun son chemin, chacun son rêve, chacun son destin ».

C'est une formule de tolérance, d'acceptation des autres, mais également de revendication de liberté pour soi. Les contraintes ne sont recevables que si elles sont acceptées. La génération actuelle a parfaitement assimilé, tant dans sa démarche intellectuelle que dans sa « vie quotidienne », que la liberté de chacun s'arrête là où commence celles des autres. Il s'agit d'un individualisme tempéré par l'intérêt collectif, à moins qu'il ne s'agisse de la promotion de l'intérêt général prenant en compte les aspirations individuelles. Bref, nous sommes sortis de l'affrontement entre les grands idéaux collectifs mais potentiellement oppresseurs, d'un côté, et la défense acharnée des droits individuels, fût-ce au détriment de la collectivité, de l'autre.

La génération a d'autant moins de certitudes intolérantes qu'elle est habitée par le doute et l'interrogation. Interrogation sur la marche du monde, vue comme une formidable inconnue à variables multiples. Incertitude sur l'avenir individuel marqué par l'angoisse du chômage. La tolérance et la défense des libertés sont le contrepoison à ces éléments structurants (ou plus exactement déstructurants), la dernière boussole qui demeure.

Les étudiants n'ont pas tiré la conclusion que la fin de la menace soviétique réduisait à néant la nécessité d'une défense ni d'une industrie qui la sous-tend. Deux facteurs conduisent à cette attitude. Le néo-réalisme tout d'abord, qui les empêche de croire à un monde idyllique où les conflits auraient disparu. Leur attachement à la liberté, individuelle ou collective, leur goût de l'autonomie qui les amène à juger plus prudent d'être bien défendu face à un monde extérieur instable.

Le premier élément que l'on peut retirer de ce questionnaire quant à la nature des réponses apportées par les jeunes est le grand réalisme avec lequel ils se penchent sur les questions de défense.

Cette maturité dans les raisonnements ne signifie pas que tous les jeunes se rangent derrière l'avis officiel ou la tendance des médias, voire même qu'ils suivent les rumeurs. La plupart des jeunes interrogés dans ce questionnaire ont une idée bien précise sur l'armée et la défense nationale. Leur opinions sont souvent déjà faites, bien que parfois divergentes, ou encore fragiles quand les arguments sont un peu faibles.

Par "réalisme" on peut entendre ici "refus des préjugés", réels ou supposés, "relatif intérêt pour le sujet", "application et sérieux" dans les termes employés pour répondre. Leurs raisonnements sont rarement laissés sans explications, sans arguments pour les justifier, et, là encore d'une façon générale, ceux-ci sont souvent pertinents.

Leur démarche conduit la plupart du temps à des opinions exprimées très modérées. Beaucoup plus en tous cas que ce à quoi on pouvait s'attendre de la part d'une population traditionnellement classée comme "antimilitariste", "pacifiste", voire "rebelle".

Ce réalisme et se retrouve chez la plupart d'entre eux, garçons ou filles, à plusieurs niveaux du questionnaire.

Sur les questions relatives aux "menaces", aux "agressions dont la France peut être l'objet", comme à celles qui touchent au thème de "la sécurité internationale", l'opinion des jeunes révèle une bonne ou relativement bonne connaissance des enjeux internationaux, même si les réponses peuvent diverger d'un individu à l'autre.

Réalisme aussi s'agissant des réponses aux questions touchant au désarmement et aux industries d'armement et à l'arme nucléaire. Ainsi, même quand la personne interrogée soutient la réduction des armements, condamne "la bombe", ou voit les industries de défense d'un mauvais œil, sa réponse tiendra compte des "réalités", de la faisabilité, de l'existence de contraintes.

De la même façon, s'agissant des réponses concernant "l'image des armées", "l'engagement" ou "le Service national", l'approche sera presque toujours respectueuse, compréhensive et tolérante, à défaut d'être forcément très positive.

I.2 - L'ANTIMILITARISME EN PERTE DE VITESSE

Second élément qui ressort de cette analyse qualitative, l'antimilitarisme, qui est systématiquement, et avec raison, avancé comme étant un " facteur explicatif de la formation de l'opinion des jeunes de 15-24 ans à l'égard de l'armée française " ² trouve ici une relativisation aussi bien pour ce qui est de sa réalité que de son expression.

Peut être le terme même d'antimilitarisme ne correspond-il plus assez à la conception que les jeunes veulent avoir de l'armée et des affaires militaires, sans pour autant nier que ce facteur s'avère fortement discriminant pour trier les items des sondages qualitatifs.

Ainsi, pour ce questionnaire, aucun jeune ne s'est spontanément déclaré " antimilitariste ", même lorsque l'opinion exprimée révélait objectivement un antimilitarisme réel.

Chez eux, le problème est moins de savoir si on est pour ou contre l'armée que de savoir à quel type d'armée on est favorable, quel type d'armée on refuse, quelles missions sont confiées à cette armée, quelle place celle-ci doit tenir dans la société ou quelles obligations peuvent être imposées à l'individu par l'armée. On s'aperçoit que le service national, présenté comme le symbole par excellence du lien armée/nation exerçait en réalité un effet repoussoir sur les jeunes et constituait la cause première de leur antimilitarisme. Celui-ci va diminuer à mesure que le service national disparaîtra.

Le sondage effectué par le Sirpa permet de retenir cinq variables comme facteurs explicatifs de l'antimilitarisme des jeunes de 15 à 24 ans ³ :

- " l'antimilitarisme est d'abord un rejet global de l'armée et non celui d'une armée en particulier " ;
- " l'existence du service national et les objectifs qui lui sont assignés, notamment le fait de former des soldats " ;
- " le désintérêt pour la situation internationale et d'une manière plus générale pour les grands sujets de défense " ;
- " le jugement négatif à l'égard de la politique de dissuasion nucléaire " ;
- " la critique de l'utilisation des forces françaises contre le terrorisme " .

L'analyse du questionnaire qualitatif " Jeunesse et défense " révèle plutôt quant à elle un intérêt certain des 15-24 ans pour la situation internationale et les grands sujets de défense, un jugement plutôt positif à l'égard de la politique de dissuasion nucléaire et très peu de critiques de l'utilisation des forces françaises contre le terrorisme.

Quand à la variable " existence du service national ", il est certain qu'elle permet de faire s'exprimer ou non l'antimilitarisme des jeunes interrogés.

Mais la faible importance de la plupart des cinq facteurs explicatifs de l'antimilitarisme des jeunes dans l'enquête « Jeunesse et défense » est probablement une des raisons de leur faible antimilitarisme, que celui-ci soit déclaré ou sous-jacent.

² Cf. « Les facteurs structurant l'opinion des Français à l'égard de leur armée », cumul des vagues des quatre baromètres « Les Français et la défense nationale » de 1993 à 1996 - SIRPA/DEPE/SBO, (2 juin 1998).

³ Idem, cf. page 18.

Ainsi, l'étude des cinq principales variables explicatives de l'antimilitarisme des 15-24 ans dans le questionnaire "Jeunesse et défense" révèle de façon assez inattendue que celles-ci sont globalement peu présentes dans l'esprit des jeunes, ce qui permet de confirmer que l'antimilitarisme de la population étudiée est de « basse ou faible intensité ».

En effet, les jugements négatifs sur l'armée et la défense, quand il y en a, restent essentiellement liés à l'institution de la conscription⁴. La disparition de celle-ci va donc permettre de faire disparaître la cause principale de l'antimilitarisme des jeunes⁵.

I.3 - LES PARTICULARITÉS DES 15-24 ANS PAR RAPPORT AUX 35-49 ANS

Il existe d'ailleurs une différence importante entre les catégories d'âge étudiées dans le sondage du Sirpa⁶.

En effet, alors que pour les 15-24 ans, plus on s'intéresse à la situation internationale, moins on est antimilitariste, pour les 35-49 ans, cela semble être plutôt l'inverse qui se produit : plus ils s'intéressent à la situation internationale, plus les 35-49 ans sont antimilitaristes.

Une autre différence notable entre ces deux classes d'âge est leur attitude respective à l'égard des thèmes de "la guerre" et du "budget de l'armée".

Alors que pour les 35-49 ans, ces deux thèmes sont fortement explicatifs de leur niveau d'antimilitarisme, ceux-ci sont peu présents chez les 15-24 ans.

En effet, chez ces derniers, le thème de la guerre qui s'exprime notamment à l'occasion des questions sur "les menaces", "les agressions", ou "la sécurité internationale", s'avère relativement abstrait, imprécis, manquant de réalité.

A l'inverse, pour les 35-49 ans, la guerre est une menace bien représentée mentalement, très présente dans les raisonnements, à défaut d'avoir été vécue personnellement par cette génération qui a suivi celle de la guerre d'Algérie.

A cet égard, le sondage du Sirpa note avec raison que " parmi cette classe d'âge se trouvent les parents des futures recrues d'une armée professionnelle " et qu'il " semble fondamental de mettre l'accent sur une modification de la représentation même de l'armée " et " que désormais l'aspect « professionnel » doit l'emporter sur l'aspect purement " guerrier ".

De même, le thème budgétaire est très secondaire chez les jeunes au point de susciter le plus fort taux de " ne sais pas " ou de " sans opinion " du questionnaire " Jeunesse et défense " ⁷.

⁴ En ne distinguant pas les différentes armées, le questionnaire « Jeunesse et défense » n'a pas permis de valider la variable « Antimilitarisme comme rejet global de l'armée plutôt que celui d'une armée en particulier ».

⁵ Cf. page 44.

⁶ A cet égard, les facteurs explicatifs de l'antimilitarisme des 15-24 ans révèlent aussi que : « c'est un comportement bien plus hétérogène que ne l'est leur opinion à l'égard de l'armée française » ; les « grands thèmes expliquant l'antimilitarisme des 15-24 ans (...) sont moins nombreux que ceux expliquant celui des 35-49 ans ».

⁷ Le taux de « sans opinion » sur les questions relatives au budget de la défense mais aussi aux industries de l'armement et, dans une moindre mesure, à la collaboration en matière de défense européenne s'explique

Chez les 35-49 ans au contraire, qui, au delà de leur rôle de parents sont aussi des contribuables parmi les plus sollicités, les aspects budgétaires s'avèrent fondamentaux et doivent impliquer en matière de communication des armées “ une plus grande prise en compte de [ces] considérations budgétaires liées à la défense et donc une plus grande transparence ” concernant les dépenses militaires.

I.4. - LA QUASI-ABSENCE DE DIFFÉRENCES ENTRE LES SEXES

Hormis le sujet du service national, les réponses des filles divergent peu de celles des garçons et cela quelque soient l'âge ou le niveau d'étude. Les différences, quand elles se font jour, sont plutôt des nuances dans la façon de répondre plutôt que sur le fond même des réponses.

Ainsi, à l'occasion de la question sur les pays ou les agressions menaçant la France, par exemple, les filles expriment davantage que les garçons le sentiment d'insécurité créé par les vagues d'attentats qui ont frappé aveuglément la population civile. Par les mots et les expressions employées, les filles signifient davantage que les garçons, que le rôle de l'armée est avant tout de protéger la population.

Les garçons de leur côté, conformément aux clichés en vigueur, ont une vision plus « technicienne » des armes et des missions des armées.

La seule vraie différence, qui suscite d'ailleurs un « discours sexué », apparaît sur la question du service national (voir cette question) qui est perçue par les filles comme un monde dont elles sont exclues et qui n'est pas fait pour elles.

Mais partout ailleurs, que ce soit sur la politique de défense, la dissuasion nucléaire ou le rôle des industries d'armement, les différences de ton ne sont pas significatives.

probablement par le fait que la réponse à ces questions nécessite des connaissances beaucoup plus précises, des notions qui demandent un réel intérêt. Fort honnêtement, les jeunes qui se déclarent « sans opinion » évitent ainsi d'exprimer une opinion fautive ou « à l'emporte pièce ».

SECONDE PARTIE

ANALYSE DÉTAILLÉE PAR QUESTIONS

II.1 - LES MENACES CONTRE LA FRANCE

II.1.1 - les pays menaçants

« Quels sont les pays, qui, à votre avis, constituent une menace pour la France et ses intérêts dans le monde? Pourquoi ? Sur quelle période ? »

Face à la thématique de la menace, les jeunes ont une attitude duale. Ils pensent qu'il n'y a plus de menace pesant sur la France, mais ils sont en même temps profondément inquiets. « La France est menacée partout et nulle part », cette réponse, au-delà de son apparence contradictoire, est très représentative de la perception de la menace par les jeunes.

Le sondage effectué par le Sirpa nous apprend tout d'abord que l'intérêt des jeunes pour « la situation internationale » ou pour « les menaces contre la France », « n'ont pas d'influence directe sur l'intérêt des 15-24 ans pour l'armée française » (p.8). Cela ne veut bien entendu pas dire qu'ils ne s'intéressent pas à ces sujets internationaux mais plutôt que leur intérêt pour l'armée française résulte d'autres facteurs, à savoir :

- 1 - l'intérêt à l'égard de l'équipement de l'armée ;
- 2- l'intérêt à l'égard du service national ;
- 3- l'intérêt à l'égard des problèmes de défense nationale.

Le « lien mental » n'est donc pas direct entre les enjeux internationaux qu'ils maîtrisent relativement bien, mais qui incluent aussi les dimensions économique, sociale ou culturelle et les enjeux de défense qui sont envisagés de façon bien spécifique.

Cela montre en fait que les jeunes ont parfaitement intégré les évolutions stratégiques globales intervenues depuis 1989, et le fait que la « menace » au sens classique a disparu, même si le terme reste dans le vocabulaire courant. Cette absence de lien entre les évolutions internationales et l'image de l'arme provient de la « démilitarisation » des menaces, c'est-à-dire du fait que les nouveaux risques, défis, menaces, auxquels la France doit faire face n'attendent pas de réponses militaires directes.

Le carré de tête : Algérie, Irak, Etats-Unis et Chine

Les pays ou régions les plus cités (par ordre décroissant) dans les réponses sont : l'Algérie, l'Irak, les Etats-Unis, le Japon, la Chine, les pays du Moyen-Orient et, dans une moindre mesure, d'Afrique.

A cette question sur les pays menaçant la France, les jeunes interrogés mêlent les menaces de type terroriste (Algérie, Moyen Orient), militaire (Irak, Chine) et celles de type économique (Etats-Unis, Japon, Chine) ou même démographique (pays d'Afrique).

L'hétérogénéité de ces réponses peut étonner à prime abord. Elle correspond en fait à une modification de la perception de la menace, qui n'est plus exclusivement territoriale mais qui touche l'identité nationale, une certaine forme de société ou de vie. La menace ne provient pas de celui qui peut envahir le territoire, mais de ceux qui d'une façon ou d'une autre peuvent remettre en cause les acquis de la société française, que ce soit sur le plan de la sécurité, de la liberté ou d'un point de vue social.

Les justifications employées pour qualifier ces différentes menaces sont relativement attendues : condamnation des « dictatures », des « extrémismes » - l'« islamisme » étant la plupart du temps désigné comme la première cause de menace extérieure, craintes de l'emprise des « mafias » de Russie et d'Europe de l'Est, corruptrices et aux ramifications désormais mondiales.

C'est bien sûr l'Algérie qui est, de loin, le pays le plus souvent cité comme « pays menaçant la France », suivie de près par l'Irak.

Les réponses concernant l'Algérie ou les pays du Moyen-Orient (surtout pour l'Irak (ne sont pas pour étonner.

Les justifications avancées par les jeunes sont bien sûr les attentats qui ont frappé Paris depuis une dizaine d'années et la guerre du Golfe de 1990-91 (voir question suivante).

Pour les jeunes, ces pays constituent une menace très présente dont ils peuvent globalement préciser les tenants et les aboutissants : protagonistes, temps forts, méthodes d'action : des vagues d'attentats à Paris d'abord puis près de Lyon ensuite, ou sur un autre plan, invasion du Koweït et attaques aériennes puis terrestres contre l'Irak.

Mais au delà de l'Algérie et de l'Irak, ce sont les pays islamistes qui sont le plus souvent mis à l'index, avec une terminologie assez variable : « dictatures islamistes », « pays musulmans intégristes », les pays où règne « l'islam totalitaire », même si les exemples cités par les jeunes n'appuient pas toujours avec raison leur opinion. Ainsi, l'Egypte, l'Iran et la Libye sont cités plusieurs fois comme pays potentiellement dangereux pour la France, alors que leurs régimes politiques sont très différents les uns des autres et que seul l'Iran peut être considéré comme une théocratie islamiste.

Notons toutefois que ces jeunes évitent soigneusement la confusion entre « pays arabes », « islam », « islamisme » et « intégrisme musulman », comme pour épargner à leur discours l'accusation de racisme ou de discrimination religieuse.

On voit donc que la thématique de la « menace du sud », pour n'avoir pas de réalité stratégique, est néanmoins intégrée par les jeunes. Mais il est remarquable qu'elle l'est tout autant, voire plus, par les jeunes d'origine maghrébine, que par les Français de souche.

Un bon suivi des bouleversements internationaux intervenus depuis 1989

De plus, ceux-ci présentent d'étonnantes capacités d'adaptation à l'évolution des enjeux géostratégiques : les menaces économiques prennent le pas sur les menaces militaires. Le totalitarisme sous toutes ses formes est également perçu comme un danger majeur. Ainsi, la Russie par exemple, n'est citée qu'à titre de référence comme une menace militaire « ancienne » (elle est en revanche citée plusieurs fois quand l'interviewé(e) s'exprime sur la menace nucléaire, les risques de dissémination ou le pouvoir dangereux des « mafias de l'Est »).

La Chine et surtout les Etats Unis et le Japon apparaissent clairement comme des menaces économiques fortement accrues depuis la fin du monde bipolaire.

La Chine est, par ailleurs, également perçue comme une menace militaire et/ou politique. La conjonction d'un régime non démocratique et d'une puissance militaire inquiète les jeunes même si l'éloignement géographique les empêche de faire un parallèle entre la menace chinoise actuelle et la menace soviétique d'avant 1989. Il est néanmoins significatif de la remontée très nette des craintes suscitées par la Chine chez les jeunes générations.

Enfin, une réponse peut étonner mais est citée suffisamment souvent pour qu'on se penche sur ses motivations. En effet, plusieurs jeunes ont répondu à cette question sur les menaces par « Front national », non pas parce qu'ils se tromperaient de questionnaire, mais plutôt parce que le parti d'extrême droite participerait à la « montée des tensions » avec les pays du Sud d'une part et avec les autres pays européens d'autre part (avec mention de « l'internationale noire », des « réseaux fascistes européens »...).

Les jeunes mettent à peu près sur le même plan le FIS et le Front national et les considèrent tous deux comme des extrêmes qui se rejoignent et se nourrissent mutuellement. Ils apparaissent comme les figures conjointes des plus grandes menaces pesant sur la France. Là encore l'attachement des jeunes aux libertés est fondamental et motive la crainte de ces deux pôles politiques apparemment opposés mais liés de façon indéniable dans l'esprit des étudiants qui les citent ensembles. Ils sont les deux faces d'une même pièce, celle du danger provenant de l'intolérance et du refus de l'autre, parce qu'elles représentent chacune et ensemble la non acceptation de l'autre et la volonté d'imposer coûte que coûte des règles autoritaires et liberticides à autrui, bref l'anti « chacun sa route ».

Ainsi, de façon minoritaire mais tout de même intéressante, plusieurs jeunes ont déclaré en substance que « la France se crée ses propres menaces », que ce soit par la montée en son sein d'un extrémisme politique qui pourrait créer des tensions internationales ou par la décision de poursuivre en 1996 une ultime campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique (Voir question « dissuasion nucléaire »).

Une attirance-répulsion envers les Etats-Unis

Le cas des Etats-Unis est assez révélateur des contrastes présents chez des jeunes que l'on présente fréquemment comme totalement « américanisés », de la tenue vestimentaire à la musique diffusée dans les walkmans, en passant par les modes alimentaires.

Si ces signes extérieurs d'incorporation de certains éléments de la culture d'Amérique du Nord sont incontestables, on ne peut être qu'étonné par leur opinion sur la place et le rôle des Etats Unis dans le monde actuel : « hégémonie », « dictature américaine », « puissance qui veut tout contrôler » sont les mots les plus employés pour décrire l'unique superpuissance mondiale. Un jeune va même jusqu'à parler de « menace psychologique » de la part des Etats-Unis et de leur infiltration en France.

Un discours très critique donc, qui tranche avec la fascination qu'exercent culturellement les Etats-Unis sur la jeunesse française, européenne et mondiale. La figure de la « World company » des Guignols de l'info semble avoir fait des émules ... Le terme de « menace culturelle » revient assez fréquemment.

C'est précisément l'aspect culturel qui motive plusieurs jeunes dans leur crainte à l'égard des Etats-Unis : crainte de « l'invasion culturelle américaine », de leur « culture décadente ». Le succès foudroyant de l'importation de la fête de l'Halloween est considéré comme inquiétant.

Les jeunes même s'ils sont attirés par le caractère attractif du modèle culturel américain, voient néanmoins dans celui-ci une menace contre l'identité française. La protection d'un certain mode de vie, de l'identité nationale, du droit à la différence est ardemment souhaitée.

Même s'ils sont attirés par certaines formes de modèle culturel américain, les jeunes craignent perdre leur liberté de choix si ce modèle leur est imposé, fût-ce par le biais soft du marché.

Avec le Japon, les Etats-Unis sont plusieurs fois désignés comme les principaux rivaux de la France et surtout de l'Europe, ce qui expliquerait, selon certains jeunes, leur opposition à la construction européenne et à la mise en place de l'euro qui pourrait remettre en question leurs positions mondiales « hégémoniques ».

La jeune génération tout en adoptant des références et des modes américaines ressent beaucoup plus les Etats-Unis comme une menace que ne le font les classes d'âge plus élevées. L'antiaméricanisme qui avait disparu, depuis la fin des années 70, de la société française est probablement en train de se reconstituer une base.

La menace asiatique

Les pays asiatiques sont souvent cités comme menaces potentielles pour la France, que ce soient la Chine, le Japon, « la » Corée (du Sud), Taiwan, l'Inde et le Pakistan ou l'Afghanistan.

Bien sûr, pour les jeunes interrogés, tous les pays asiatiques ne présentent pas le même type de menace.

Ainsi, le Japon, la Corée du Sud ou Taiwan suscitent des inquiétudes de nature plus « économique » : la concurrence âpre qu'ils livrent aux entreprises françaises ou européennes, les pratiques de dumping social ou tarifaire sont les éléments les plus fréquemment avancés pour justifier cette crainte.

Il est à noter que ce questionnaire a été réalisé pendant l'automne 1997, c'est à dire avant que la crise asiatique ne prenne l'ampleur qu'elle peut avoir aujourd'hui. Il est peu probable cependant que sa perception « actualisée » change fondamentalement la nature des réponses recueillies.

Le Japon est souvent cité en seconde place des menaces économiques, derrière les Etats Unis. Là aussi, les 15-24 ans ont bien intégré la hiérarchie des puissances économiques mondiales.

S'agissant de la Chine, de l'Inde et du Pakistan, voire de l'Afghanistan, en revanche, le type de menace perçue est davantage de type militaire, même si, là encore, on constate des différences souvent bien analysées quant à la nature de cette menace.

Pour la Chine, c'est surtout la « taille » de ce pays et la nature de son régime politique qui impressionnent et qui font peur : taille géographique et démographique bien sûr, mais aussi taille de son armée, et régime « dictatorial » (cf. la répression des étudiants en 1989 et celle à l'œuvre au Tibet). A noter : le qualificatif de « communiste » n'est jamais cité ici.

L'Inde et le Pakistan, apparaissent comme des auteurs de troubles internationaux potentiels même si, pour les rares fois où ils sont cités, peu de raisons sont avancées pour justifier la menace qu'ils pourraient représenter pour la France.

A la date de réalisation du questionnaire, les séries d'essais nucléaires menées par ces deux pays n'avaient bien entendu pas eu lieu.

L'Afghanistan n'est que très rarement cité et correspond quant à lui davantage à une menace de type terroriste qui provient peut-être des informations sur les camps qui servent d'entraînement aux terroristes du Moyen-Orient ou du Maghreb.

La peur de la prolifération nucléaire

Malgré le renouvellement illimité du Traité de non prolifération des armes nucléaires, malgré l'arrêt des programmes nucléaires de certains pays du seuil (Afrique du Sud, Algérie, Brésil) et malgré le fait que le questionnaire ait été réalisé avant les essais indiens et pakistanais, on constate que la menace nucléaire reste une source majeure d'inquiétude pour les jeunes. On peut y voir l'impact de ce qui est spectaculaire (et la menace nucléaire, supposée ou réelle, l'a toujours été), de débat alarmistes sur la prolifération, le marquage subliminal produit par les films à grand spectacle et à grand succès où un groupe terroriste menace de détruire une grande métropole avec une arme nucléaire trafiquée ou dérobée. Au-delà de ces perceptions dont les liens avec la réalité stratégique sont quelques peu distendus, on peut également remarquer que cette perception repose sur une certaine réalité. Bien que peu probable, la menace nucléaire ou d'armes de destruction massive est la seule qui, sur le plan militaire, pourrait avoir un impact sur le territoire français.

Il y a chez les jeunes Français un nationalisme soft, un patriotisme de différenciation. A première vue, on peut considérer que les jeunes mettent un peu tout dans le même sac et que sous le vocable menace, mélangent joyeusement l'intégrisme musulman, Hollywood, le discours du Front national et la compétitivité économique asiatique. Mais plutôt que de se gausser face à cet amalgame, il vaut mieux réfléchir sur la logique qu'il dégage. La jeunesse française, à l'image des foules majoritairement jeunes qui ont envahi les rues de Paris et de

toutes les villes de France et d'outre-mer la nuit du 12 juillet 1998, au soir de la victoire de l'équipe nationale de football lors de la Coupe du monde, pratique un patriotisme non agressif. L'hétérogénéité de ce qui apparaît comme une menace pour elle a en fait un point commun. C'est la remise en cause de l'identité nationale, d'un modèle social et culturel dans lequel la jeunesse ne se sent en fait pas si mal. Plus que les frontières nationales – qui ne sont plus guère menacées – on veut pratiquer aujourd'hui un certain mode de vie, un projet national qui est fait de liberté et de tolérances.

II.1.2 - Quel type d'agression ?

« Parmi les agressions dont la France peut être l'objet de la part d'autres pays, quelle est celle qui vous préoccupe le plus à l'heure actuelle ? (actes d'agression économique, boycott, embargo ..., une attaque nucléaire, une attaque militaire classique, les actions terroristes, une attaque chimique ...). »

La crainte des menaces « nouvelles » et « modernes »

Dans l'ordre décroissant d'importance, les jeunes interrogés estiment que la France est menacée d'agression :

- 1- Terroriste (mots les plus cités : FIS, GIA, islamisme, Algérie, ETA)
- 2- Nucléaire et chimique (la Russie est souvent citée à ce niveau)
- 3- Economique (Etats-Unis, Japon, Chine, krach boursier, boycott, embargo ...)
- 4- Immigration (réponse très minoritaire)
- 5- Menace culturelle (réponse également minoritaire mais renvoie aux réponses de la première question)

Tout semble indiquer que les jeunes ont une perception des menaces auxquelles la France est confrontée très différente selon qu'il s'agisse de menaces « classiques » (la France est attaquée militairement par un autre pays) ou que l'on se trouve en présence de menaces plus « modernes » (terrorisme, guerre économique, désinformation ...).

Chez eux, les menaces militaires « classiques » ne sont pas représentées concrètement, elles restent diffuses et non inscrites dans le temps. Ainsi, dans aucune réponse ne retrouve-t-on mention d'un risque potentiel « d'attaque militaire classique ».

La plupart des jeunes ont finalement bien appréhendé les évolutions stratégiques récentes. Ce n'est pas qu'ils sont inconscients face aux menaces militaires (du type agression territoriale), c'est au contraire qu'ils sont parfaitement conscients que ce type de menace n'existe plus pour la France contemporaine. Ils ont parfaitement compris que le démantèlement de l'URSS, la construction européenne et l'écart des forces entre la France en particulier, les pays riches en général et les éventuels pays du sud contestataires, est tel qu'il interdit à ces derniers toute action militaire contre la France, cette incapacité pouvant d'ailleurs, par substitution, les pousser vers des actions terroristes. Le ministère de la défense se voit donc confronté à un défi important car il doit faire face aux jeunes générations, légitimer les moyens qui lui sont attribués, alors que sa mission la plus classique et la plus emblématique (défense des frontières) ne paraît plus avoir autant de pertinence. Cela démontre également que le maintien du service national n'aurait plus longtemps été supporté par la jeunesse, surtout étudiante.

En revanche, les menaces « nouvelles » leur apparaissent bien réelles et actuelles : ils ont bien sûr été frappés par les attentats et la mise en place des plans Vigipirate, par la guerre du Golfe et les menaces d'attaques chimiques, par la crise économique qui les frappe de plein fouet et les rend plus conscients des enjeux de la mondialisation (qu'ils préfèrent souvent appeler la « guerre économique mondiale »).

Le terrorisme revient pratiquement dans toutes les réponses. C'est l'effet de son caractère spectaculaire et médiatique. C'est aussi l'effet de proximité. Les attentats dans le métro ou dans le RER ont montré à la jeunesse d'Ile de France, qui utilise largement ces modes de transport, qu'ils peuvent être touchés directement et personnellement, en dehors de toute appartenance à la communauté militaire.

Les jeunes citent parfois ensemble dans leur réponse terrorisme et attaque nucléaire ; on peut y voir à la fois l'effet des films, romans etc. qui mêlent à grands effets spectaculaires ces deux notions. On peut également y déceler les deux types de réponses, l'absence de menace militaire classique de la part d'un pays qui voudrait néanmoins s'attaquer à la France : il ne peut que passer par le haut (nucléaire) ou par le bas (terrorisme).

Cette question peut être reliée à celle de l'engagement (cf. infra) puisqu'on constate que la nécessité de s'engager pour défendre la France en cas de péril majeur n'est prise en compte que de façon relativement abstraite car déconnectée de la perception claire d'un risque d'agression militaire classique contre notre pays.

Une étudiante enfin, estime que c'est la France qui représente au contraire une menace potentielle pour certains pays, comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, en raison de ses derniers essais nucléaires dans le Pacifique (voir infra « Nucléaire »).

Les principales menaces pour la France : les attentats terroristes

Ces événements sont manifestement très présents dans les souvenirs et la conscience des jeunes. Les attentats terroristes continuent de susciter des réactions de peur et d'angoisse pour l'avenir.

C'est essentiellement leur aspect imprévisible, aveugle et la difficulté de la lutte antiterroriste qui ont marqué les jeunes.

Certains pourtant, très minoritaires, en retiennent surtout les conséquences jugées négatives du plan Vigipirate : une présence militaire trop importante qui « rend mal à l'aise », des contrôles d'identité et des fouilles trop fréquents qui ont « davantage touché les jeunes Maghrébins que les autres », conduisent même ces jeunes à extrapoler sur « l'Etat policier » et la réduction des libertés.

II.2 - LA POLITIQUE DE DÉFENSE

II.2.1 - le budget de la défense

« Que pensez-vous du budget de la défense ? »

Cette question, qui nécessite des connaissances relativement précises, recueille le plus de non-réponses de l'ensemble du questionnaire (voir Première Partie).

La quasi totalité des jeunes ignore le montant même approximativement des dépenses de défense. Il convient seulement de préciser que cette ignorance n'est pas spécifique au budget de défense. La même ignorance touche également le montant du budget général de l'Etat ou celui de l'éducation. Il est donc remarquable que malgré cette ignorance de la réalité les jeunes ont souvent une opinion sur le caractère adapté ou non, tant par rapport aux besoins que par rapport aux moyens du budget de la défense.

Ici, plus encore que dans la réponse sur l'état des menaces, l'intuition prend le pas sur un jugement basé sur la connaissance des faits. Néanmoins, cette intuition les conduit à avoir un jugement global qui se distingue assez peu de celui de l'ensemble de l'opinion française toutes classes d'âge confondues.

On peut remarquer que la petite minorité qui a une idée approximative du budget juge qu'il est à un bon niveau, voire qu'il devrait être augmenté après les baisses qu'il a subi, car la défense est une nécessité incontournable et que les équipements sophistiqués sont forcément chers. L'état d'incertitude stratégique pousse au raisonnement conduisant, au vu de l'histoire, à la peur d'être pris au dépourvu. Cet état d'esprit se retrouve deux fois plus souvent que celui tendant à penser que l'absence de menaces justifierait de nouvelles réductions des dépenses militaires.

Il est également remarquable que parmi la dizaine d'entretiens effectués avec les jeunes d'un LEP, les réponses soient plus nettement favorables au maintien d'un fort budget de la défense.

Quand les 15-24 ans répondent, on retrouve ici des opinions assez partagées : il y a environ autant de jeunes qui estiment que le budget de la défense est à un niveau « normal » ou « suffisant », que de jeunes jugeant dangereuse la baisse actuelle du budget.

Ceux qui estiment que le budget de la défense est aujourd'hui à un niveau « normal » ou « suffisant » précisent généralement qu'il approuvent sa réduction intervenue depuis plusieurs années mais en précisant qu'il ne faudrait pas le baisser davantage sans que la France ne mette son avenir en danger.

Une minorité (environ 10%) estime que le budget de la défense est trop élevé. Pour étayer cette opinion, ils avancent les arguments « traditionnels » sur la non violence ou, par exemple sur les « dépenses inutiles » qui seraient mieux utilisées dans le « social » .

II.2.2 - la réduction des armements

« Souhaiteriez-vous une réduction des armements aussi bien sûr le plan national qu'international ? ».

Oui à un désarmement, mais dans un cadre international

On constate ici une grosse majorité de jeunes favorables à une réduction des armements si et seulement si cette baisse est réalisée internationalement.

Ces jeunes réalisent très bien la nécessité du cadre multilatéral dans lequel doit s'opérer ce désarmement qui ne doit léser ni les intérêts de la France ni ceux des pays européens « amis ». Il y a là un décalage non conscient entre la politique actuelle de la France en la matière consistant à faire des gestes unilatéraux dans le domaine du désarmement nucléaire (fermeture du plateau d'Albion, de Mururoa, démantèlement du Hadès etc.), tout en refusant de participer à une négociation multilatérale sur les arsenaux. Mais ce décalage concerne plus la lettre que l'esprit de l'attitude française. Ce que veulent les jeunes ce sont des mesures équitables où personne ne soit lésé. Contrairement aux générations précédentes, le caractère utile d'une politique unilatérale de désarmement, censée créer un exemple pour les autres Etats, n'est pas perçu. Au contraire les jeunes estiment que la France ne peut participer au désarmement que si celui-ci commence déjà à se réaliser sur le plan international.

Cette observation est tout à fait cohérente avec les analyses d'opinion actuelles qui révèlent que la prise de conscience de l'insertion internationale de la France est d'autant plus forte que la personne interrogée est jeune.

Les jeunes vivent davantage l'ouverture au monde que leurs aînés, que ce soit par leurs loisirs (voyages touristiques, télévision, musiques ...), leurs études (séjours linguistiques, programmes d'échanges internationaux d'étudiants, contenu des programmes ...), avec des ambitions de plus en plus internationales (métiers du commerce, expatriation ...).

Cette conscience du « village planétaire global » est très forte chez les 15-25 ans et cela explique sûrement en partie cette intégration du facteur international dans toutes leurs réflexions et notamment quand il s'agit de donner son opinion sur le désarmement.

Le désarmement, une utopie nécessaire

A cela est souvent ajouté un qualificatif révélant un sentiment « d'utopie nécessaire » : pour ces jeunes, le désarmement est indispensable pour assurer une bonne cohabitation des peuples et diminuer les risques de drames meurtriers.

Toutefois, ils en reconnaissent les difficultés, du moins dans les grandes lignes, et conçoivent le désarmement davantage comme un but vers lequel il faut tendre que comme un objectif qui serait réalisable dans un avenir proche.

« Il existera toujours des conflits, c'est dans la nature humaine », déclare une jeune fille de 17 ans, fataliste. Ce fatalisme trouve sa source dans une opinion plusieurs fois avancée

explicitement et parfois aussi de façon plus détournée, qui exprime de sérieux doutes quant à la volonté réelle des dirigeants des principaux pays concernés de désarmer réellement.

C'est à ce niveau que l'on peut retrouver le fameux « On nous cache tout, on nous dit rien » célébré par Jacques Dutronc. De nombreux 15-24 ans estiment que les négociations internationales sur le désarmement sont « du cinéma », ou « débouchent rarement sur du concret » par « manque de volonté politique ».

Plusieurs jeunes, même parmi les plus « favorables » à l'armée, soulignent que la raison d'être des armes est selon eux de pouvoir faire la guerre avec tout ce que cela implique. « Armes = guerre = sang et malheur » déclare par exemple une jeune fille (18 ans, première littéraire) qui se déclare pourtant prête à s'engager dans l'armée française.

On sent dans les réponses les effets de la campagne contre les mines antipersonnels. Si l'humanisme et la bonne volonté les poussent à soutenir la cause de désarmement, un néoréalisme les conduit néanmoins à convenir qu'il s'agit plus du domaine du souhaitable que de celui du possible.

L'idéalisme est donc entièrement tempéré par le principe de réalité. Cette génération ne pratique pas l'utopisme.

Pour une minorité, désarmer, c'est baisser la garde.

Une forte minorité cependant (environ 15 à 20 % des réponses) se déclare contre la réduction.

Ici, le sentiment que la France pourrait « se faire avoir » dans les négociations sur le désarmement est assez clairement exprimé, surtout vis à vis des « pays terroristes » ou « gérés par des mafias ».

Pour eux, il faut que la France continue à se protéger avec efficacité contre ses menaces et le désarmement est perçu comme une forme de renonciation à se défendre.

II.2.3 - ÊTRE PRET À S'ENGAGER ?

« Seriez-vous prêt à vous engager dans l'armée ? »

Une vision très « utilitariste » de l'engagement

Si les réponses négatives sont, selon toute attente, majoritaires (environ les trois quart des réponses), l'expression de ce refus est très rarement fondé sur un rejet du système ou du milieu militaire dans l'absolu, mais plutôt sur la conviction que cela ne peut convenir à la personne interrogée, comme choix de vie, à titre personnel.

Une partie des réponses négatives est d'ailleurs nuancée par des allusions aux difficultés de trouver un emploi et certaines se terminent par une acceptation à s'engager « en dépit de .. », comme si ces jeunes pourraient se résoudre à s'engager, à défaut d'autre chose.

Les jeunes interrogés ont donc manifestement une vision très « utilitariste » de l'engagement.

Parmi ceux qui répondent « non » dans un premier temps on retrouve cette angoisse du futur qui semble caractériser beaucoup d'entre eux. Il s'agit moins de « servir son pays » que de « se servir de l'armée de son pays » pour son intérêt personnel, c'est à dire pour obtenir du travail.

On est ici confronté à une des grandes tendances de nos sociétés contemporaines : la montée de l'individualisme et le repli sur les valeurs de la sphère privée.

A noter que si l'aspect « sécurité de l'emploi » est peut-être dans les têtes, il ne s'est pas exprimé verbalement lors de cette enquête.

Il y a donc une perception banalisée de la carrière militaire. Elle ne provoque pour les jeunes interrogés aucune passion, qu'elle soit positive (j'ai la vocation depuis la naissance) ni négative (rejoindre l'armée, quelle horreur, jamais !)

Ceux qui ont envie de s'engager, ceux qui n'excluent pas de le faire, le font par un choix calculé et rationnel. Ils font le rapport avantages/inconvénients des différentes professions et n'excluent pas de revêtir l'uniforme si ce rapport leur paraît favorable. Les jeunes réagissent vis-à-vis de la profession militaire comme des consommateurs avisés qui choisissent un produit (ici un métier) dont le rapport qualité/prix est le plus intéressant.

Il n'y a pas de réponse à un appel mystique, à une vocation dont le ressort pousse l'individu à embrasser la carrière des armes. S'il faut s'engager, ce sera après avoir soupesé tous les aspects.

« J'ai déjà voulu rentrer dans l'armée : de belles carrières sont envisageables, l'armée propose de bonnes formations, la retraite arrive tôt et les diplômés militaires trouvent leur équivalence dans le civil très facilement. Il est possible de voyager, mais aussi d'apprendre une certaine rigueur. Les militaires côtoient aussi différents milieux, avec toutes les catégories sociales. »

« Je serai prêt à m'engager dans l'armée s'il y avait des propositions intéressantes. Je n'ai pas de préjugés sur l'armée. »

« Je m'engagerai dans l'armée s'il n'y avait aucune autre possibilité. »

« Pourquoi pas ? Je ne sais pas encore ce que me réserve l'avenir. Pour l'instant je ne pense pas encore à m'engager dans l'armée, mais dans le futur, je pourrai y songer. On ne sait jamais. »

Ces réponses différentes fournissent une palette représentatif de l'opinion des jeunes.

L'armée peut aussi être perçue comme une « issue de secours » face au chômage : « Je m'engagerai dans l'armée si je ne trouve pas de travail dans le civil ».

Il faut noter que cet état d'esprit ouvert peut déboucher sur l'acceptation de contrats courts, qui permettent d'essayer le métier des armes, de vérifier s'il peut convenir à l'individu ou non, un peu à l'image d'une cohabitation d'un jeune couple qui précède le mariage. Les carrières courtes pour des jeunes sans préjugés sur le monde militaire qui leur demeure toutefois

inconnu et qui par ailleurs sont totalement habitués aux stages, aux contrats à durée déterminée etc., n'est pas du tout un repoussoir, mais au contraire peut paraître attractif.

On peut noter également, que les réponses féminines sont très ouvertes sur les carrières militaires.

Par ailleurs, deux jeunes étrangers se disent intéressés pour s'engager dans l'armée afin d'obtenir la nationalité française.

De nombreuses réponses expriment néanmoins un refus, quelles que soient les circonstances de s'engager dans l'armée, soit parce que la discipline y est vue comme trop contraignante, soit parce qu' « il faut être trop étroit d'esprit pour s'engager dans l'armée. », « il faut entrer dans un moule fait de discipline. »

« Je ne m'engagerai absolument pas dans l'armée. Je n'en ai pas le profil ni l'envie. Je ne suis pas attiré par les militaires, cela ne correspond pas à ma personnalité. Cela nécessite de la discipline et de la rigueur que je n'ai pas. »

« Je ne suis pas pour l'instant prêt à m'engager dans l'armée, car la discipline me révulse. Mais au sein de l'armée, il existe de plus en plus de travaux intéressants, donc je pourrai changer d'avis dans l'avenir. ».

« L'autorité des supérieurs est trop forte ». « Il y a trop de contraintes, cela manque de souplesse. ».

Il y a également encore la perception d'un monde non intellectuel.

« Intellectuellement, l'armée ne correspond pas à ce que je recherche. ».

Le service national ou l'image qu'on en fait est pour beaucoup dans le rejet des carrières militaires : « Je ne vois pas ce que je peux y faire. Les toilettes ? ».

« Je ne suis pas prêt à m'engager dans l'armée, cela ne représente pas grand chose pour moi, en dehors des corvées et des officiers autoritaires. »

L'engagement comme réflexe patriotique

En fin de compte, une bonne partie de ceux qui ne souhaitent et ne prévoient pas de s'engager dans l'armée déclarent toutefois « qu'en cas de conflit grave » menaçant le pays, ils n'hésiteraient pas à porter l'uniforme pour le défendre.

Cette démarche semble cependant relativement abstraite, comme si les menaces évoquées plus haut n'avaient pas une réalité telle qu'elles impliquent un jour la nécessité de s'engager.

Ces jeunes ne se représentent pas bien à quoi ils pourraient servir en cas d'agression militaire contre la France et a fortiori en cas d'attaques « nouvelles » qui nécessitent pour les combattre une grande technicité et un entraînement de professionnels.

Une forte minorité (environ 15 %) n'hésite cependant pas à exprimer son souhait de s'engager ou, plus souvent, un « pourquoi pas » qui laisse ouverte la porte sur une carrière militaire.

Ces observations sont bien sûr à relier également avec les réponses aux questions sur le Service national, sur leur réaction face à un ami qui s'engagerait et sur leur opinion sur les militaires en général.

II.3 - IMAGE DES ARMÉES

II.3.1 - le service national

Une contrainte inutile et obsolète

« Une perte de temps » : c'est l'expression quasi unanime des étudiants, presque un cri du cœur collectif pour désigner le service national. Un jeune sur deux interrogés sur le service pour les besoins de cette étude a employé précisément ce terme. C'est peu dire que le service n'a pas bonne presse et que sa suppression est extrêmement populaire auprès des jeunes. Le seul reproche adressé à son abolition est son caractère tardif pour ceux qui sont actuellement sous les drapeaux ou se préparent à fournir, la mort dans l'âme, les derniers contingents.

Il est significatif que la notion d'un an perdu – alors que la durée du service est de dix mois – revienne. Car la perte de temps, d'un point de vue étudiant, paraît double. Elle existe en tant que telle (on n'y apprend rien), et apparaît comme une sanction (on perd un an d'étude, et que le service fasse 12 mois ou moins, ce qui compte, c'est l'interruption de scolarité). Quelques rares questionnés trouvent des vertus au service national, mais cette faveur va à son principe et non à son application concrète, jugée non appropriée.

Si la notion de perte de temps obtient une large majorité des suffrages, d'autres qualificatifs tout aussi négatifs lui sont attribués.

Le terme de « contrainte » revient très souvent. Il est lié à la notion d'obligation et est très caractéristique de la génération actuelle habituée à pouvoir décider et choisir. Le caractère obligatoire du service est si lourdement ressenti que certains n'hésitent pas à parler de corvées, corvée parfois considérée comme effectuée pour le service des gradés et non de la nation. De nombreux étudiants effectuant leur service dans les mess, comme chauffeur etc., se voient plus servant de gradé que servant d'arme. On parle ainsi de « ceux qui exploitent les appelés » en désignant donc les officiers. Le service est une corvée, car il consiste à travailler pour leur compte. Il ne sert qu'à « remplir des tâches ingrates », c'est-à-dire ne correspondant généralement pas à la qualification de ceux qui la remplissent. Bref, on est pour les étudiants encore au Moyen-Age !

L'armée est parfois perçue – parce que cela lui fournit une main d'œuvre de confort – comme s'accrochant au service militaire par archaïsme, par conservatisme et par intérêt corporatiste. Contrairement à des craintes souvent exprimées par les adversaires de la professionnalisation, on peut donc en conclure – du moins pour ce qui concerne les étudiants – que la suppression

du service ne va pas éloigner les jeunes de l'armée, mais au contraire supprimer une cause de divorce et de ressentiment.

On peut également trouver cette présentation caricaturale mais elle est fortement enracinée.

Enfin, quelques jeunes critiquent amèrement le caractère inégalitaire du service, fondé non pas sur des critères sociaux, mais sexistes. Une obligation qui ne pèse que sur les jeunes hommes est perçue comme contraire à l'air du temps, marqué par l'égalité des sexes.

Parmi les jugements émis, tous négatifs, on peut citer :

Il « fait rire », c'est une « aberration », c'est un « impôt », un « frein aux études », il est « inutile ».

Le terme d'obsolète revient également très souvent. Le service a pu avoir une utilité dans le passé, mais les jeunes d'aujourd'hui ne lui en voient plus aucune. Un jeune résume ce sentiment en déclarant que « le service national est un anachronisme, utile il y a encore 20 ans, mais qui n'a malheureusement pas évolué correctement ».

La contrainte est d'autant moins bien acceptée qu'elle paraît doublement inutile. Inutile sur le plan militaire tout d'abord, puisque la professionnalisation apparaît aux jeunes comme le meilleur moyen d'assurer la défense du pays. C'est appliquer à la défense l'adage « A chacun son métier, les vaches seront mieux gardées », et le pays sera mieux défendu. Pour les jeunes il s'agit d'une question de bon sens.

L'emploi d'expressions comme « temps perdu », « un an de perdu », « obsolète », « aberration », « perte de temps », « ennui mortel », de « galère » et surtout de « corvée », revient de façon récurrente parmi les réponses à connotation négative. Un jeune homme (24 ans, études techniques) parle lui de « mise à l'épreuve désagréable et obligatoire ». Une jeune fille (22 ans, DEUG d'économie) évoque même « l'exploitation des jeunes par les militaires de carrière ». Le terme de « mascarade » est également utilisé par de nombreux jeunes doutant de l'utilité militaire de la conscription. « Dans le service national on n'apprend pas à être soldat », « d'après ce que je connais sur le sujet, les jeunes font le ménage », « ne sert plus à rien », « tradition désuète, l'armée professionnelle est un bon procédé ».

L'emploi de mots très forts comme « violence », « mort », « refus de l'autorité » est très peu fréquent et n'est le fait que de ceux qui, peu nombreux, ont une vision négative de la défense nationale tout au long du questionnaire.

Un jeune (42) déclare : « Le service national me fait penser à une prison où l'on fait traîner dans la boue les garçons et où on apprend à tirer et où on vous traite comme un chien », « faire son armée comme un deuxième classe à la merci de n'importe quel imbécile n'est pas une perspective encourageante », « le service national évoque pour moi le clairon, l'abrutissement, les trains glauques à la gare d'Austerlitz ».

Il est particulièrement intéressant de noter que la crainte de dérives putschistes qui pourraient être le fait d'une armée professionnelle n'est jamais mentionnée. Cette crainte, qui motive chez une large part des militants et des responsables politiques de gauche (mais aussi chez certains responsables de droite) l'hostilité à une professionnalisation totale, n'existe pas du

tout chez les nouvelles générations, sur lesquelles ne pèsent pas les mêmes a priori historiques.

Le caractère militaire du service est vu au travers du prisme de l'entraînement physique. Or, de nombreux jeunes estiment que la force d'une armée dépend aujourd'hui de sa capacité technologique et non de la masse musculaire de ses soldats. De plus, la durée actuelle, pour trop longue qu'elle soit pour ceux qui la subissent, paraît toutefois trop courte pour former des soldats.

Notons quelques refus idéologiques du service perçu comme « la soumission à la discipline », le règne du « culte de la hiérarchie », ou un lieu où on apprend à « devenir des automates ».

De façon beaucoup plus minoritaire, l'utilité même du service est remise en cause, parce que l'idée même qu'une politique de défense puisse être encore nécessaire est rejetée (cela ne sert à rien aujourd'hui de former des jeunes à combattre).

Mais en règle générale, les jeunes estiment qu'une armée professionnelle sera mieux préparée aux conflits de demain. On peut en conclure que même ceux qui n'ont pas une idée très précise des évolutions stratégiques ont intégré (d'autant plus facilement que cela va dans le sens de leurs souhaits) que le temps des gros bataillons est révolu et que le besoin actuel est celui d'une armée projetable et professionnalisée.

En second lieu, le service apparaît aux yeux des jeunes inutile socialement, car les devoirs à remplir à l'égard de la nation passent par d'autres vecteurs, comme le paiement d'impôts, le vote, la formation ou le travail, mais plus par cet impôt en temps.

Le service peut être utile mais sur la base du volontariat et de préférence pour les autres !

La création du volontariat pour le service national a évidemment modifié la perspective qu'en avait les jeunes. Il ne s'agit plus désormais d'une contrainte mais d'un choix librement consenti.

On peut observer un état d'esprit utilitariste à propos des réactions à l'engagement est à l'œuvre.

La plupart de ceux qui repoussent l'idée de se porter volontaire s'en expliquent par le peu d'intérêt qu'ils pensent y trouver. Le mot « intérêt » revient souvent que ce soit dans son acception mercantile (pas d'intérêt financier) ou dans sa définition plus générale (le service national n'est « pas intéressant »).

Nombreux sont ceux qui relient le service national aux problèmes liés à la recherche d'emploi qui constituent manifestement la véritable obsession des 15-24 ans, même si ce phénomène n'est pas nouveau. Plusieurs jeunes précisent qu'ils ne sont pas contre le fait de faire un service national si celui-ci les prépare à leur future profession et leur donne ainsi un complément pratique à leur formation qui n'a peut être été auparavant que théorique.

D'une manière générale, plus le niveau d'étude est faible ou plus la formation du jeune est « technique », plus celui-ci sera intéressé par ce que le service national pourra lui apporter. A l'inverse, plus le niveau d'étude est élevé, plus la formation scolaire et universitaire a été longue et destinée à une profession intellectuelle ou libérale - ou plus généralement de cadre supérieur - , plus le désintérêt, voire l'hostilité envers le service national sera marqué.

Il y a par ailleurs chez les étudiants la forte conviction que le service vient interrompre - avec tous les dangers que cela peut représenter - les études.

Le Sirpa précise que les objectifs de « formation des soldats », de « brassage social », et de « formation professionnelle » ne sont pas « considérés par certains jeunes comme des arguments valables justifiant l'existence du service national et participent donc à la formation de l'opinion défavorable à l'égard de l'armée ».

Cela ne signifie pas pour autant que ces trois « objectifs du service national » n'aient aucune valeur aux yeux des jeunes, bien au contraire. Pour beaucoup, si le service national permet de mieux les former professionnellement, ils tenteront d'en tirer le meilleur parti. Simplement, selon eux, la formation des soldats, le brassage social et la formation professionnelle, en eux-mêmes, ne justifient pas l'existence du service national, un peu de la même façon que certains pensent que les interventions humanitaires ne sont pas du rôle de l'armée.

Paradoxalement, du moins en apparence, deux de ces trois objectifs du service national (« former des soldats » et « formation professionnelle ») sont cités plusieurs fois comme étant des motifs d'engagement dans l'armée.

Le service national trouve toutefois grâce sur quelques points. Parmi ces derniers, il est intéressant de noter que ne figurent pas ceux mis en avant par les responsables politiques notamment sur le lien armée/nation.

Un jeune pensant que le service est un fondement de l'Etat de droit estime qu'il n'a plus le sens sur le plan militaire. Un autre pense que le service est un élément d'intégration nationale (au sens intégration civique) et se déclare favorable à la professionnalisation.

Ainsi le service « peut être une bonne chose pour quelqu'un qui veut s'engager dans l'armée » éventuellement « pour se forger le caractère (l'expression revient) et devenir plus rigoureux », bien que le jeune qui donne cette réponse admette que ce n'est pas le rôle de l'armée. Le service est utile également pour « trouver sa voie ».

Eventuellement s'il évoluait vers « des fonctions plus sociales ou humanitaires », cela arrangerait les choses. Il se trouve donc au moins un adepte, parmi les jeunes, du service civique.

Le service militaire peut « permettre de remettre les idées en place » pour un jeune interrogé.

Pour un autre, le service est une bonne chose pour les plus favorisés de la société française, car il permet une ouverture sur la réalité. Pour les classes aisées, ces jeunes envisagent même des rappels tous les deux ans. Un autre estime également que cela peut permettre aux gens d'apprendre certaines réalités qu'ils ne connaissent pas, mais reconnaît qu'il y a un manque de temps et d'argent pour concrétiser tout cela. Il permet d'apprendre la patrie, même si cela n'est pas le cas en pratique.

Même parmi les réponses négatives sur l'éventualité d'un volontariat, nombreux sont ceux qui soulignent les « valeurs » qui sous-tendent le service national : « défense du pays », « ... de la patrie », « apprendre à se défendre », « brassage » (des différentes catégories sociales), « devoir citoyen », « démarche civique », « dévouement » ...

Pour beaucoup cependant, le service national n'est vraiment utile qu'à ceux qui projettent de s'engager. Ces derniers d'ailleurs sont plutôt favorables à la professionnalisation des armées et jugent souvent le service national « inefficace ».

Le contenu des réponses révèle de plus une confusion persistante entre « service national » et « service militaire », le premier étant quasi systématiquement assimilé au second. Très peu de jeunes évoquent les autres formes, non militaires, du service national : service à l'étranger (service national, etc.), politique de la ville, voire même le service dans la gendarmerie (qu'ils ne perçoivent pas comme une institution militaire).

Pour les rares défenseurs du service, le principe en lui-même peut avoir des avantages, mais la réalisation pratique n'est pas à la hauteur.

Il peut aussi être une formation, un devoir républicain ou un devoir citoyen, un devoir civique.

Il peut être utile pour ceux qui n'ont pas fait de choix professionnel, qui ne savent pas quoi faire. En ce sens, cela peut donner un an de sursis, de délai de réflexion, mais ceux qui mettent en avant cette réponse le font non pas pour eux mais pour les autres et de façon légèrement péjorative. Le service est aussi utile pour ceux qui veulent s'engager, qui ont ainsi un avant-goût de leur future profession. Il constitue alors une période d'essai avant un choix qui engage de façon lourde l'avenir individuel. Mais c'est pour cette raison que ceux qui se prononcent pour le maintien du service s'expriment en faveur du volontariat. Il y a d'ailleurs une logique dans tout ceci. Les jeunes ne veulent pas être contraints à faire quelque chose, pour autant ils ne veulent pas empêcher les autres de faire ce que bon leur semble. Du coup le passage à la professionnalisation est perçue positivement car « l'armée deviendra une envie ou un besoin, et non plus une obligation ».

Bref, la suppression du service recueille la majorité des suffrages et constitue une mesure éminemment populaire, car perçue comme allant à la fois dans le sens des intérêts individuels (une corvée en moins !) et de l'intérêt général (une défense plus adaptée).

Certains jeunes évoquent pourtant leur souhait de pouvoir effectuer, dans le cadre de leur service national, des « missions humanitaires », un secours pour « les nations opprimées » ou « les peuples en danger ». Mais si ces préoccupations semblent leur tenir à cœur quand on les interroge sur la nécessité ou non pour l'armée de développer les missions humanitaires (voir supra), elles sont assez rarement spontanément avancées.

Tout se passe donc comme si leur conception et leur vision du service national se limitaient exclusivement à l'apprentissage de la vie militaire au sein de l'armée de terre surtout et, plus marginalement, dans l'armée de l'air ou dans la marine.

En valeur absolue, les réponses négatives à la question : « Seriez-vous volontaire pour effectuer le service national ? » sont nettement plus nombreuses que les réponses positives. Ceci n'est pas très étonnant. Ce qui l'est plus en revanche, c'est le nombre de réponses

positives (environ un quart), qui est bien supérieur à ce que l'on aurait pu attendre. Certes les réponses positives peuvent parfois être ambiguës : « Je serais volontaire si je suis obligé », va même jusqu'à déclarer un jeune interrogé. A partir du moment où la contrainte est supprimée, le service redevient acceptable. « Je serai volontaire si j'ai le temps » déclare un autre, « je souhaite le faire s'il n'y a rien d'autre à faire sur le plan professionnel ».

Pour autant, au sein de cette minorité motivée pour le volontariat, très peu expriment une vocation pour le métier des armes, voire pour la condition de militaire en général.

Le service national, ce n'est pas pour les filles !

Le sujet du service national est le principal point de différence entre garçons et filles tout au long du questionnaire. En résumé, les filles voient le service national comme monde masculin (« un monde d'hommes »), parfois « misogyne », où les femmes n'ont pas leur place. Aussi, si les réponses féminines sur l'ensemble du questionnaire, du budget aux industries de défense, ne révèlent pas de différence notable entre les sexes, on constate rapidement que le service national ne les concerne pas personnellement, contrairement aux garçons.

Ainsi, en résumé, on constate que, dans leur ensemble, les jeunes ne sont pas « emballés » personnellement par le service national, mais qu'ils jugent cette institution nécessaire pour la France. Quelques réponses font état de leur désapprobation de sa suppression. C'est bien sûr le cas de ceux qui ont une vision très positive du service national, mais aussi d'une partie de ceux qui refusent ou qui ne pensent pas se porter volontaire, mais qui estiment normal que d'autres puissent le faire.

Ainsi, quand les 15-24 ans ont une vision négative du service national, soit pour des raisons réelles soit en fonction d'une conception assez mythique et passéiste de celui-ci, peu parmi eux en condamnent le principe, à partir du moment où il est basé sur le volontariat.

II.3.2 - si un ami s'engage ...

« Un de vos amis s'engage dans l'armée. Qu'en pensez-vous ? »

Du respect pour son choix personnel

Les jeunes ne veulent pas qu'on leur impose le service militaire. Ils ne sont pas, dans leur majorité, pour autant antimilitaristes et ne portent aucun jugement de valeur sur celui qui ferait le choix volontaire du métier des armes.

Il y a une logique de libéralisme qui lie les deux réponses : « Ne m'imposez rien, moi-même je vous laisse entièrement libre de vos choix ». Le refus du service n'est pas le refus de l'armée ou de la chose militaire. Il est celui de la contrainte.

Le métier de militaire est donc, de façon assez inattendue, largement banalisé chez les étudiants, il apparaît être un métier comme un autre. Les militaires pourront peut-être se

plaindre que leur spécificité (vue souvent par eux-mêmes comme une supériorité) soit niée. Ils pourraient aussi se réjouir de n'être plus considérés comme des êtres à part, isolés de la société qu'ils sont censés défendre.

Toutes les réponses démontrent une très grande indifférence vis-à-vis du choix du métier de militaire. Ce dernier, ne suscite que très marginalement des réactions passionnées, qu'elles soient positives ou négatives, qui étaient le lot commun il y a encore 10 ou 20 ans.

Très sensibles au problème du chômage, les étudiants voient dans une carrière militaire un moyen d'y échapper, même s'ils n'y songent pas pour eux-mêmes. Aussi le souci d'éviter le chômage est présenté comme devant être la première motivation pour devenir militaire. Les officiers qui mettent en avant régulièrement « la vocation » pour expliquer leur choix (ou cette destinée) seront certainement surpris.

La quasi unanimité des réponses met en avant le caractère de choix personnel de l'ami en question. Les opinions négatives sur ce choix sont ultra-minoritaires.

Pour la plupart, il s'agit d'une « décision respectable », même si des interrogations pointent souvent en deça : crainte de plus avoir les mêmes relations avec cet ami en raison de l'éloignement géographique causé par la carrière militaire ou de l'éloignement en amitié qui pourrait résulter d'un profond changement dans la personnalité de cet ami.

D'une façon générale donc, c'est plutôt une attitude de neutralité que les jeunes cherchent à présenter. Même pour ceux qui ont une opinion plutôt négative du monde militaire, l'essentiel semble être de présenter un visage tolérant devant le choix d'un ami. « Si cela lui convient, tant mieux pour lui », déclare un jeune homme (19 ans - Terminale littéraire), « c'est un choix personnel », « chacun est libre de son choix », « chacun fait ce qu'il veut », « chacun est libre », « je soutiens tous mes amis, chacun fait ses choix », ou même « c'est son choix, mais je ne le partage pas ». « Je suis sans préjugé » précise une jeune fille (21 ans, DEUG droit), tandis que ce jeune homme (23 ans, DEUG psychologie) reprend le refrain célèbre d'une chanson des années 80 « chacun fait ce qui lui plaît ».

La prise en compte de la situation de l'emploi compte beaucoup dans la non condamnation d'un choix personnel : « Il ne s'agit pas nécessairement d'un mauvais choix, en raison du chômage actuel », « c'est un métier comme un autre », ce qui signifie que tout métier est préférable au chômage. « Il peut s'agir d'un plan de carrière qui a ses avantages », « c'est une solution au chômage », « l'armée offre des possibilités de carrière à des gens qui n'ont pas de travail ».

En période de crise, d'incertitudes lourdes pesant sur l'avenir aucune possibilité de trouver un emploi n'est critiquable. La crainte généralisée du chômage et une plus grande tolérance se conjuguent pour dédramatiser et banaliser le choix de la carrière militaire.

Environ un tiers des réponses fait état de « félicitations », « d'encouragements », voire même de « profond respect pour son courage » ou « d'admiration » pour le choix que fait cet ami.

Ces opinions très favorables à une décision d'engagement dans l'armée française correspondent essentiellement aux jeunes qui ont, tout au long du questionnaire, une opinion très positive sur la défense nationale.

Mais il est très significatif que pour ceux qui ont une image neutre ou négative de l'armée, l'engagement d'un ami n'est pas envisagé comme débouchant sur une rupture des liens amicaux. Ainsi, un jeune déclare : « Mon cousin s'est engagé dans l'armée, il reste malgré tout mon cousin et ami, même si ses idées diffèrent des miennes. C'est ce qu'on appelle la tolérance » ; « c'est son choix, je le respecte. Je pense que chacun a des goûts différents car nous sommes tous différents » ; « tant mieux pour lui, mais moi je ne le ferai pas ». On peut également noter une réponse indiquant : « Aujourd'hui, c'est mal ressenti de s'engager dans l'armée à cause du service militaire » ; la suppression du service va donc faire sauter un verrou à l'engagement.

On constate, une fois encore, que le service, de motrice du lien armée/nation, était devenu un frein à une relation normalisée entre la jeunesse et la défense.

II.3. 3 - LES MILITAIRES

« Pensez-vous que les militaires sont des gens comme les autres ? »

Des gens comme les autres et pourtant si différents

Peut-être les premiers concernés seront-ils les premiers déçus ? Toujours est-il que pour la majeure partie des jeunes, les militaires ne sont ni exceptionnels, ni hors du commun mais ne provoquent pas non plus un effet repoussoir. Ils sont tout simplement perçus comme des gens comme les autres. La fonction militaire est largement banalisée, même si les étudiants estiment toujours que les militaires n'ont pas une vie normale.

L'élément principal et capital de différenciation par rapport au « commun des mortels » est vu dans le système hiérarchique ou disciplinaire de l'armée. Il est intéressant de noter qu'il est perçu par les étudiants comme s'exerçant contre les militaires et non comme étant accepté librement. Habitué à une très grande liberté, et y étant très attachés, les étudiants plaignent les militaires de devoir être soumis aux rigueurs de la discipline. Ils sont dès lors considérés comme des victimes. On va donc plus les plaindre que les critiquer.

Ainsi ressort-il de l'enquête que les militaires sont « marqués » (au sens de stigmaté ?) par la discipline et la rigueur. Ils sont « traumatisés » par la hiérarchie ou encore « dépendants » de leur hiérarchie souvent jugée « pesante ». Cette hiérarchie fixe dans la perception des étudiants un cadre extrêmement rigide et donc pénible.

Comme pour la question précédente, on retrouve la même forte majorité pour déclarer que, « évidemment », les militaires sont des gens comme les autres.

Pour une poignée seulement, le sentiment antimilitariste sous-jacent suscite des qualificatifs comme « fous de guerre », « trop nationalistes », « aiment la violence ». Marginalement, un jeune homme (22 ans, DEUG langues) estime que les militaires « n'ont pas grand chose à faire », mais il est contredit par cet autre (24 ans, employé informatique) qui ne souhaite pas

que la France développe des interventions humanitaires parce « l'armée à autre chose de plus important à faire ».

Une minorité (environ 10%) des jeunes interrogés répond par la négative, mais la plupart d'entre eux avancent ensuite une simple constatation : pour eux, les militaires ne sont pas des gens comme les autres parce qu'ils portent un uniforme, sont entraînés à la guerre et vivent en collectivité. Pour un jeune homme (20 ans , DUT), les militaires « ne sont pas des gens comme les autres, car la discipline transforme un homme. ».

« Les militaires ne sont pas des gens comme les autres, car ils doivent se soumettre à une autorité et la subir ».

« Des gens comme les autres avec plus de rigidité ».

« Ce sont des gens comme les autres, mais leur mode de vie diffère légèrement de celui de la majorité en raison de leur encadrement ».

Notons cette distinction faite par un jeune interrogé (18) : « Ils sont plus musclés ».

(45) « Je pense que les militaires ne sont pas des gens comme les autres car ils ne doivent pas être très ouverts d'esprit (sauf exception) et ont une trop grande discipline pour apprécier la vie à sa juste valeur ».

Mais au-delà de ces réponses isolées et minoritaires, les militaires ne sont pas rejetés. « Je m'oppose à toute forme de racisme et de discrimination » dit un jeune. Le « touche pas à mon pote » débouche donc. « Laisser les militaires en paix », « ils sont différents mais fréquentables », « ce ne sont pas des extra-terrestres ».

Notons le jeune qui répond : « ce sont des gens comme les autres mais pas comme moi », réponse qui induit elle aussi l'acceptation de toutes les différences.

Ainsi, si les militaires sont des gens comme les autres pour beaucoup de 15-24 ans, ceux-ci ajoutent aussi tout de suite qu'ils sont « plus machos », « plus disciplinés » ou « plus dévoués ».

Les étudiants s'imaginent facilement que le système de contrainte qu'ils ont vécu lors du service national (ou qu'ils imaginent pour ceux qui ne l'ont pas fait) s'applique dans les mêmes conditions, mais pour une période beaucoup plus longue, aux militaires professionnels. Vu le peu de plaisir et d'enrichissement qu'ils éprouvent lors du service, ils regardent donc avec compassion les militaires, qui leur paraissent subir une condamnation de longue durée.

Finalement, on s'aperçoit que l'affirmation selon laquelle les militaires « sont des gens comme les autres » est plus un jugement de valeur (ou plus exactement une volonté de ne pas juger les autres) qu'une affirmation. Cette affirmation repose sur le refus de juger les autres par catégorie d'ensemble (d'ailleurs, souligne un étudiant, « il y a des imbéciles partout »).

Une affirmation est révélatrice de cet état d'esprit : « Je ne fais aucune discrimination entre les militaires et les civils ». Pas question donc, pour des raisons éthiques, d'enfermer les militaires dans un apartheid professionnel, un bantoustan disciplinaire.

Pour certains aussi, les militaires « détiennent des secrets », « savent des choses dont nous ne sommes pas informés », révélant ainsi un sentiment de mise à l'écart, d'exclusion, mais aussi de méfiance mêlée à de l'admiration envers les détenteurs de tels secrets.

Dans une autre catégorie de réponses, on retrouve derrière cette opinion générale (qui pour beaucoup revient à dire que les militaires sont des êtres humains comme les autres avec les mêmes droits en particulier (une vision finalement assez idéalisée, mythique, des militaires et de leur condition.

Le militaire est souvent représenté mentalement comme le guerrier « froid et distant », original dans son choix de vie, « dur », et qui mène une vie difficile en raison de la grande mobilité géographique inhérente à son métier, et de sa vie de famille souvent difficile. Le militaire doit ainsi être courageux (terme qui revient très souvent), capable de se sacrifier et d'« avoir de la volonté ». Le mot héroïque est également cité.

Ceci montre que l'armée est toujours perçue dans sa fonction combattante. Alors même que les jeunes ont intégré la disparition de la menace (cf question 1), ils ont toujours conscience que les militaires risquent leur vie.

« Pour moi, les militaires ne sont pas des personnes comme les autres. A la différence des gens normaux, ils ont compris la nécessité de servir et de défendre leur pays, et ils y consacrent leur vie en faisant le métier de militaire. Ils ont compris que c'est un devoir. J'admire ce patriotisme. ».

« Ils risquent plus leur vie que moi. ».

Ces qualificatifs sont avancés spontanément dans de nombreuses réponses, ce qui est suffisamment significatif pour décrire l'image des militaires aux yeux de la majorité des jeunes : un mélange d'admiration pour les qualités extrêmes qu'ils leur prêtent, et de répulsion d'un mode de vie qui leur semble être aux antipodes de celui qu'ils ont choisi.

II.4 - LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

II.4.1 - les interventions humanitaires

« Souhaiteriez-vous plus d'interventions humanitaires réalisées par l'armée? »

Une image très positive pour l'armée française

Là aussi, pas de surprise ; la grande majorité des jeunes interrogés est très favorable à l'intervention de l'armée dans des opérations humanitaires.

La plupart s'accordent à dire que cela donne une image très positive de l'armée, même si cela s'accompagne parfois de commentaires sarcastiques du type : « Au moins, ils servent à

quelque chose ! ». Mais généralement l'action humanitaire donne une image positive, pacifique et non agressive de l'armée. L'armée reste dans son rôle car l'action humanitaire contribue à assurer la paix dans le monde. Cela peut contribuer par ailleurs à donner une image positive de la France. Certains y voient également le moyen d'améliorer l'image de l'armée au sein même de la communauté nationale.

Une forte minorité (environ 20%) ne souhaite pas plus d'interventions humanitaires, soit que ces jeunes estiment que ce n'est pas là le rôle de l'armée qui doit se concentrer sur sa mission de défense (« l'humanitaire est pour les associations, et la défense nationale pour l'armée. Chacun son job »), soit qu'ils jugent que cela « coûte trop cher », soit que le niveau d'interventions humanitaires actuel leur paraisse suffisant, soit encore qu'il faille donner la priorité aux difficultés sociales ou humanitaires en France même, soit enfin parce que cela fait prendre trop de risque aux militaires, sans que ceux ci ne puissent se défendre ou réagir.

Les jeunes qui s'expriment contre ce qu'ils estiment être une confusion des genres, sont généralement bien informés sur les enjeux militaires, mais préféreraient que ces opérations humanitaires ne soient pas réalisées par l'armée française et plutôt par une instance internationale, alors que la plupart des interventions de l'armée française s'effectuent déjà sous l'égide de l'ONU.

Cela dénote donc un déficit d'information réel sur le cadre dans lequel les forces françaises sont amenées à intervenir et auquel il serait utile de remédier.

C'est bizarrement sur cette question que les réponses sont les plus partagées, les plus tranchées, entre les partisans d'un plus grand engagement de la France via son armée dans les opérations humanitaires et ceux qui sont sceptiques sur la nécessité d'y impliquer l'armée (ce n'est pas sa fonction), ou sur l'utilité même de ses missions. Cette dernière réticence s'explique à la fois par le rejet du caractère trop médiatique de certaines de ses opérations (syndrome « sac de riz ») ou sur la prolongation des conflits alors même qu'il y avait de lourdes interventions humanitaires (syndrome de l'ex-Yougoslavie).

En fait, de façon intuitive, les jeunes reprennent les termes du débat existant au sein des ONG (humanitaire d'Etat ou humanitaire privé ?) et des responsables politiques et militaires français (l'action humanitaire est-elle une des formes ou le succédané de l'action militaire ?).

II.4.2 - la collaboration européenne

« Seriez-vous favorable au développement de la collaboration européenne en matière de défense (industrie d'armement, défense commune ...) ? »

Vers une défense européenne ? oui, évidemment !

Globalement, les jeunes interrogés sont des pro-européens raisonnés. Face aux Etats-Unis, au Japon, à la Russie etc., la coopération européenne leur paraît être la seule réponse pour avoir la taille critique suffisante. L'Europe est considérée comme un pôle de puissance permettant

de faire jeu égal avec les autres pôles existants. « Avec l'Europe, on aura la taille et le poids diplomatique ». Cela permet de faire face « au comportement hégémonique américain ».

La coopération européenne est également perçue comme un moyen de faire des économies d'échelle.

Il serait souhaitable que la France puisse compter sur une défense européenne pour assurer sa sécurité. Mais cette perspective n'est pas une réalité présente et ne pourra se concrétiser que dans un avenir plus ou moins lointain. Néanmoins, même dans cette perspective, la France devra conserver une certaine capacité autonome de défense. Telles sont les grandes lignes de la réflexion des étudiants sur l'avenir des liens entre défense française et sécurité européenne.

La majorité d'entre eux est favorable à la construction européenne qui leur paraît une solution naturelle, de bon sens, donc il n'est pas question de la remettre en cause. La constitution d'un pôle de défense européen apparaît aux étudiants comme la suite logique de la construction d'une Europe politique. Selon eux, il est naturel qu'une entité politique veuille se doter d'une capacité de défense, qui viendra compléter cette construction.

Si une majorité de réponses positives se dégage pour un soutien à un « développement de la collaboration européenne en matière de défense », des commentaires de précision nuancent souvent les propos.

Tout d'abord, il semble que la collaboration européenne en matière de défense et a fortiori la construction d'une défense européenne ne soient pas distinguées dans l'esprit des jeunes de la construction européenne prise dans son ensemble.

L'Europe de la défense leur apparaît comme un volet souhaitable et normal du processus général d'intégration européenne. Pour un nombre non négligeable de réponses, c'est presque l'étonnement qui pointe devant cette question, comme si la défense européenne allait de soi, voire même comme si elle existait déjà mais qu'il faille la renforcer pour qu'elle soit plus efficace.

Attention aux intérêts de la France

Du côté des réponses négatives, minoritaires, on retrouve les thèmes de l'autosuffisance française en matière de défense, du renforcement préalable et indispensable de la capacité de la France à se défendre avant toute poursuite vers la collaboration européenne (un peu à la manière des négociateurs qui font monter les enchères avant une négociation de façon à arriver en position de force autour de la table).

Pour une minorité (moins de 10%), leur attitude de méfiance envers l'Europe en général condamne toute réussite d'une collaboration européenne sur la défense. Cet euroscepticisme n'est probablement par propre aux questions de sécurité internationales et il serait intéressant de prolonger cette analyse par une étude détaillée des attitudes et des motivations des jeunes à l'égard de l'Europe.

En effet, les premiers éléments qui ressortent de cette analyse confirment ce qu'il est convenu d'appeler le « déficit démocratique européen » : faiblesse des contre-pouvoirs, du contrôle

démocratique des décisions d'une Union européenne jugée trop souvent « technocratique », éloignement des centres de décision des peuples des pays européens ... Un jeune homme remarque ainsi que s'il y a une défense européenne, il faudra mettre en place « un organisme qui contrôle cette force européenne ».

Curieusement, plusieurs des jeunes interrogés avancent un risque de montée des tensions au sein de l'Europe qui résulterait d'un développement de la collaboration en matière de défense, sans que cette opinion soit davantage explicitée.

Une poignée, enfin, affichant clairement un point de vue « nationaliste », rejette toute idée de collaboration européenne en matière de défense comme sur tous les autres sujets.

Mais il reste que les 15-24 ans estiment très majoritairement que l'Europe doit être « plus forte pour se défendre en cas de besoin » et que, en la matière, « l'union fait la force ».

II.4.3. - la France sans nucléaire ?

« La France peut-elle assurer sa défense sans la force de dissuasion nucléaire ? »

La force de frappe nucléaire est malheureusement nécessaire

« Non, il n'est ni possible ni souhaitable pour la France de se passer de sa force de dissuasion nucléaire » : c'est l'opinion de la très grande majorité des jeunes interrogés, même quand ceux-ci se montrent très réservés, tout au long du questionnaire, sur leur soutien à la défense nationale.

Dans la logique du refus du désarmement unilatéral, la possession par la France de l'arme nucléaire est justifiée, par de très nombreux jeunes interrogés, par le fait que d'autres pays possèdent également l'arme nucléaire.

« Sans l'arme nucléaire, la France ne bénéficie plus de la dissuasion. Les pays les plus puissants sont nucléaires, donc, l'arme nucléaire est nécessaire pour ne pas subir de domination. ».

« Sans la nucléaire, la France n'aurait plus de crédibilité par rapport aux autres pays et n'aurait plus de statut de grande puissance. ».

« La France ne peut pas se passer de sa force de dissuasion nucléaire. D'une part l'arme nucléaire ne sert que pour empêcher de nous attaquer militairement. D'autre part, tous les pays ont l'arme nucléaire ; je ne vois pas pourquoi nous nous en passerions. ».

« La France ne peut pas assurer sa défense sans sa force de dissuasion nucléaire, du moins pas tant que d'autre pays détiendront l'arme nucléaire. »

Ces réponses sont très représentatives d'une large majorité allant en ce sens. Même ceux qui ne sont pas favorables à l'arme nucléaire reconnaissent la nécessité d'un certain équilibre.

« Malgré mon opposition à l'arme nucléaire, je pense qu'elle est nécessaire car beaucoup de pays l'ont ; ce qui prouve bien qu'elle est indispensable. J'espère seulement qu'elle dissuade vraiment, sinon nous courons à la catastrophe. ».

« Je suis contre l'arme nucléaire, mais elle est indispensable pour la défense de la France. ».

« C'est un atout, bien que je regrette que cette arme existe ».

Cette jeune fille de 17 ans « suppose que la France ne peut pas se passer de sa force de dissuasion nucléaire, mais (...) trouve ça désolant d'être obligé de faire des choses qu'on ne veut pas ».

Par ailleurs, certains estiment carrément que la possession de l'arme nucléaire n'a même pas à être justifiée par sa possession par d'autres pays.

Pour cette jeune fille de 18 ans : « Grâce à l'arme nucléaire, nous pouvons nous défendre mieux que les pays qui ne l'ont pas, alors il ne faut pas la supprimer ».

Pour une autre de 17 ans : « La France est un petit pays qui possède une grande force de dissuasion nucléaire, ce qui place la France au rang de grande nation et lui donne un pouvoir sur le plan international ».

L'ensemble montre une adhésion très large à la force nucléaire et au concept français de dissuasion.

Ainsi, même ceux qui déclarent voir dans l'arme nucléaire la principale menace à laquelle la France pourrait être confrontée, se résignent à accepter la dissuasion nucléaire comme la meilleure protection pour notre pays.

La France ne peut pas assurer sa défense sans sa force de dissuasion nucléaire. Il s'agit de l'arme la plus puissante au monde, et peu de pays la possèdent, ce qui est un privilège.

Si l'arme nucléaire fait peur à beaucoup, la force de dissuasion nucléaire semble désormais intégrée dans l'univers mental de ces jeunes comme un bouclier strictement défensif, ne menaçant personne en particulier mais protégeant la France d'une attaque massive extérieure.

« Nécessaire », « indispensable », « malheureusement nécessaire » sont les termes les plus fréquemment utilisés. Il ne s'agit donc pas ici d'un amour ou d'une confiance immodérés dans l'arme nucléaire, mais plutôt d'un choix de raison, dicté par une « sagesse géostratégique » souvent clairement exprimée et assez étonnante de maturité chez des jeunes de 15 à 25 ans.

La confiance dans l'emploi de la force de frappe, si elle n'est que rarement spontanément évoquée, n'est jamais remise en question, même par les jeunes les plus « antimilitaristes ». Cela peut évidemment être considéré comme un sujet de satisfaction pour l'institution militaire française d'une part qui, s'agissant de l'arme nucléaire, rassure beaucoup plus qu'elle n'effraie, et d'autre part pour le pouvoir politique détenteur de la décision de frappe, dont les jeunes n'imaginent pas, dans leur grande majorité, qu'il puisse en abuser.

L'arme nucléaire donne à la France du « pouvoir international »

C'est là une des raisons principales avancée pour justifier la dissuasion nucléaire française. Elle dénote l'importance aux yeux de ces jeunes de la place de la France dans le monde sans qu'il soit fait à ce stade de distinction entre la force militaire et la puissance globale d'un pays à l'échelle mondiale.

Le nucléaire sert donc pour eux à maintenir le rang mondial de la France (cf. notre place au sein du Conseil de sécurité de l'ONU) que ce soit sur le plan géostratégique (influence, etc.), commercial ou même culturel (rayonnement de nos idées, de la langue française etc.).

Le fait que la France soit une puissance nucléaire lui « évite ainsi de se faire coloniser par les Américains ou les Japonais ». La dissuasion joue donc pour les jeunes de moins de 25 ans un double rôle de protection et de garantie d'indépendance. Le maintien d'un arsenal nucléaire est donc nécessaire en soi, car ses missions existent même après la disparition de la menace soviétique. On ne peut une fois encore que constater la très grande maturité des jeunes en matière stratégique, que celle-ci soit intuitive ou basée sur une réflexion et des connaissances. Toujours est-il que spontanément, les jeunes adhèrent au concept français de dissuasion tous azimuts et de stricte suffisance.

La condamnation des essais nucléaires

La campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique (ce thème est spontanément avancé plusieurs fois) suscite l'opposition de certains jeunes, pourtant favorables à la force de dissuasion nucléaire : « inutiles », « contre-productifs » (du fait des mesures de rétorsion internationales et de la mauvaise image que ces essais donnent, selon eux, de la France).

Les raisons invoquées pour justifier la reprise des essais nucléaires ont manifestement été mal comprises. Ces jeunes qui évoquent spontanément les essais nucléaires français semblent plus sensibles aux arguments des pays étrangers critiquant l'attitude de la France et des opposants français, qu'aux arguments avancés par le président de la République notamment.

Le caractère spectaculaire des essais, la dramatisation du débat à propos de la campagne de tirs effectués, à la fois par les opposants et les partisans des essais, a créé une réaction négative chez les jeunes qui acceptent la dissuasion à condition qu'elle soit purement défensive.

Le nucléaire, non merci !

Pour une minorité des jeunes interrogés cependant (environ 10%), la France peut et devrait assurer sa défense sans la force de dissuasion nucléaire. A ce refus sont le plus souvent associés les thèmes de l'écologie et du pacifisme.

Pour quelques-uns enfin, la dissuasion nucléaire ne serait pas adaptée aux nouveaux type de menaces auxquelles la France peut être confrontée (attaques terroristes, batailles économiques, voire même « guérillas urbaines »).

Pour ces derniers donc, la France pourrait « faire sans » dissuasion nucléaire sans pour autant « baisser la garde », notamment en renforçant les unités spécialisées pour lutter contre ces nouvelles menaces.

II.5 - L'INDUSTRIE D'ARMEMENT

II.5.1 - les finalités

« Quelle est selon vous la finalité des industries de défense ? (image, exportation, richesse, emplois) ».

Les jeunes n'ont pas une image négative de l'industrie de défense contrairement aux les générations précédentes.

Ils ont conscience qu'elle crée des emplois, ce qui n'est pas négligeable lorsque la crainte du chômage est la préoccupation première. On comprend que la thématique des dividendes de la paix n'a pas été comprise par les étudiants. Presque tous les étudiants interrogés mettent en avant le rôle économique important de l'industrie de défense.

Outre le rôle de l'industrie dans la bataille de l'emploi, d'autres avantages sont pris en compte. Préserver l'indépendance nationale (l'industrie de défense est vue comme un élément de la souveraineté, notamment vis-à-vis des Etats-Unis), maîtriser des technologies de pointe (les étudiants ont compris que l'ère du chassepot et de la bande molletière est révolue et qu'on en est aux armes basées sur de hautes technologies, sans doute en réminiscence de la guerre du Golfe). L'apport de l'industrie de défense à la recherche, et la dualité de la recherche militaire et civile est intégrée. « Elle (l'industrie de défense) fait boule de neige au niveau technologique sur les autres industries françaises ». Elle est également présentée comme la base des industries lourdes.

Il n'y a pas d'opposition mise en avant entre la « bonne » recherche civile et la « mauvaise ou inutile » recherche militaire comme cela aurait été le cas il y a 15 ans.

Les jeunes interrogés ont répondu de façon très diverse à cette question sur les finalités des industries de défense.

La plupart d'entre eux apportent plusieurs réponses, qui se recoupent pour la plupart, même si elles peuvent ne pas être formulées dans le même ordre selon les uns ou les autres. Mais d'une manière générale, beaucoup de réponses ont recours à l'un ou l'autre élément, voire les trois, de la trilogie « emplois, richesse, sécurité ».

La création de richesses et d'emplois contrecarrée par une mauvaise image des ventes d'armes.

En tête des réponses, les jeunes pensent que la principale finalité des industries de défense est de « rapporter de l'argent à la France », de « créer des richesses ».

C'est donc l'argument économique, toujours lui, qui est privilégié, conséquence du contexte difficile dans lequel ils baignent depuis toujours (les jeunes de 18 ans sont nés en 1980, c'est à dire alors que la crise économique était déjà bien ancrée dans la réalité française et dans les esprits de chacun).

Cet argument « richesse » est souvent associé dans les réponses au questionnaire à son corollaire, celui des créations d'emplois dans les industries de défense. Il s'agit donc ici d'une vision très positive du rôle de ces industries compte tenu des attentes actuelles des jeunes et de leurs craintes.

La gêne face aux ventes d'armes françaises

Cependant, environ un tiers des jeunes qui ont avancé cette réponse nuancent leur approbation : ils peuvent ainsi regretter que les armes fabriquées en France soient utilisées par des dictatures, « tombent dans les mains de terroristes » ou « puissent un jour se retourner contre nous ».

Ce n'est donc pas tant l'aspect « fabrication » des armes en France pour notre propre sécurité qui est ici critiqué, mais davantage l'aspect « exportation ».

Nombreux sont les jeunes qui se montrent cependant davantage gênés par « la mauvaise image » que donne la France à l'étranger que par les ventes d'armes proprement dites.

Un cas particulier est spontanément signalé à plusieurs reprises : celui des mines antipersonnel dont la fabrication et la vente sont manifestement sévèrement réprochées par les jeunes interrogés. C'est sans doute là le résultat des campagnes d'information et de mobilisation contre les mines antipersonnel qui ont été fortement relayées dans la presse et dont on a pu assister à une « montée en puissance » ces dernières années pour culminer récemment autour des négociations internationales visant à leur interdiction. Le fait que la France ait signé le traité en ce sens n'est pas mentionné par ceux qui soulèvent cette question.

Une proportion importante de ceux qui reconnaissent les bienfaits des industries de défense pour l'économie française doutent ainsi de la moralité des exportations d'armes françaises, une moralité douteuse qui est, pour certains, entretenue par le « mystère » et le « secret » qui entourent ces négociations « commerciales ».

Cependant, alors qu'on aurait pu s'attendre à une réaction de rejet beaucoup plus marquée des industries de défense au sein de la jeunesse, on constate au contraire une expression assez « équilibrée », une compréhension des enjeux globalement réaliste et une intégration plus forte que par le passé des préoccupations économiques et personnelles dans leurs raisonnements, au détriment des réflexions à caractère plus « altruistes » et morales. Un lycéen (16 ans, Première scientifique) résume ainsi son opinion : « Cela donne une mauvaise image de la France mais ça rapporte de l'argent ».

En résumé, ces jeunes apparaissent donc partagés entre les exigences économiques qui les poussent à approuver une industrie qui crée de la richesse et apporte du travail, et leur condamnation morale des conséquences des ventes d'armes à l'étranger.

Le moyen de défendre la France et la vitrine de notre puissance technologique

En seconde position vient l'argument de « défense de la France ». Ces industries servent donc, logiquement, à « s'assurer d'une défense indépendante » et à « protéger notre pays en dissuadant nos ennemis potentiels ».

Venant ainsi en contradiction avec l'argument « mauvaise image morale donnée à la France », les industries de défense françaises sont au contraire, pour ceux qui mettent en avant l'aspect « sécurité-protection », les vecteurs d'une « image positive » de la France, une « vitrine technologique » des « performances » françaises en la matière, qui donnent une « image de puissance » et valorise « nos capacités de recherche », « une réputation de produits fiables et efficaces », qui donne « bonne image de la France au niveau technologique », une « bonne image scientifique ».

Pour ces jeunes-là (environ un quart des réponses) la finalité des industries de défense est donc clairement perçue de façon positive.

A noter, le nombre relativement important de non-réponses à cette dernière question (environ 10%), soit que l'interviewé se déclare « sans opinion », soit qu'il ne souhaite pas répondre.

II.5.2 - Une défense de la France « puissante »

« Est-il important pour la France d'avoir une industrie de défense puissante ? »

A cette dernière question, les réponses sont le plus souvent laconiques, comme si les jeunes interrogés ne souhaitaient pas se répéter dès lors qu'ils estiment avoir déjà exprimé l'essentiel de leur opinion sur la défense nationale française.

Il s'agit surtout, à travers ces réponses, d'une opinion résumée des jeunes sur la défense nationale, dans laquelle ils reprennent les thèmes, les arguments, les mots qui leur tiennent le plus à cœur.

Une défense « puissante » pour se protéger

La très grande majorité des réponses est positive : « Oui », il est important pour la France d'avoir une défense puissante.

Souvent, ils rajoutent un court commentaire ou un autre qualificatif. Une défense puissante est ainsi « nécessaire », voire « indispensable » pour dissuader, pour construire « une défense européenne », pour stimuler « la recherche » et constituer une « vitrine ».

Pour une minorité cependant, c'est le qualificatif de « puissante » qui gêne. Ce mot est alors remplacé par « sérieuse » ou « convenable » qui leur semble plus approprié pour qualifier la défense de leur vœux.

Pour quelques-uns en revanche, une défense puissante n'est « pas forcément nécessaire », soit que « la violence ne résout rien », soit parce que la personne interrogée soutient la mise sur pied d'une armée de métier combinée à des industries de défense « de pointe » qui ne constitueraient donc pas dans son esprit une défense puissante, soit parce qu'il « ne faut pas abuser car il y a un risque de régime militaire » si cette défense devient trop puissante.

Cette crainte d'une immixtion du monde militaire dans le monde civil (et notamment s'agissant de la nature et du fonctionnement du régime politique (est présente dans quelques réponses, y compris chez certains jeunes qui acceptent le qualificatif « puissante » pour qualifier la défense française nécessaire.

Notre défense peut être puissante mais elle doit être « discrète pour ne pas prendre une tournure agressive » précise une jeune fille (17 ans) pourtant très favorable à l'armée de métier et qui projette de s'engager. « Il ne faut pas être nationaliste mais il faut pouvoir se défendre » résume une jeune fille (16 ans, Première scientifique et technique).

Le concept de défense est donc compris au sens premier du terme.

CONCLUSION

Cette analyse qualitative des réponses apportées par 112 jeunes de 15 à 25 ans nous permet de dresser, selon l'exemple inventé par le sociologue Max Weber, un « type idéal », c'est à dire une figure idéale qui rassemble l'ensemble des caractéristiques, des traits significatifs d'un personnage « type », ici, en l'occurrence, les opinions et les postures d'un(e) jeune de 15 à 25 ans sur la défense.

Quel serait donc le type-idéal du jeune qui se penche sur l'armée et les questions de défense ?

Tout d'abord, il est beaucoup moins antimilitariste que ce à quoi on aurait pu s'attendre.

Il respecte l'armée pour le rôle qu'elle tient dans la société, c'est à dire essentiellement pour son rôle de protectrice des populations civiles. Cela vient sans doute du climat d'insécurité internationale qu'il perçoit de façon assez claire, qui lui fait redouter des agressions multiples contre la France et les Français, et qui justifie selon lui une vigilance permanente.

Il n'est pas du tout hostile aux militaires, le niveau actuel du budget de la défense ne l'effraie pas, et il connaît les difficultés du désarmement. Il a complètement intégré l'arme nucléaire dans son rôle de bouclier technologique indispensable à une puissance moyenne pour tenir son rang mondial.

Pour lui, les industries d'armement servent à la fois à créer des richesses et des emplois, sont à la fois une fierté (vitrine technologique) et une honte (vente d'armes) et recueillent finalement un assentiment plutôt large.

De la même façon, est-il favorable aux interventions humanitaires réalisées par l'armée, mais « sans plus », sans enthousiasme particulier.

Toutefois, quand il s'agit des questions qui l'impliquent personnellement (service national, engagement), ce jeune développe une conception très utilitariste de son action : s'il ne sait pas très bien à quoi il pourrait servir dans l'armée, il sait notion assez précisément comment l'armée pourrait lui servir.

Ce portrait est donc assez éloigné des clichés véhiculés sur l'attitude et l'opinion des jeunes sur l'armée.

Faire parler cette classe d'âge au moyen d'un questionnaire « ouvert » lui permettant de développer des raisonnements, d'expliquer les fondements d'une opinion, plutôt que de répondre uniquement « oui » ou « non » à des questions pré-étudiées, révèle ainsi une attitude générale beaucoup plus complexe et positive pour l'armée que les idées reçues habituelles.

A N N E X E S

A N N E X E I

La pré-étude a été menée dans les universités de Villetaneuse, Nanterre, Cergy-Pontoise, Saint-Denis et la Sorbonne, Rennes, Lille et Aix en Provence sur un échantillon de 80 personnes, dont 48 étudiants et 32 étudiantes, toutes catégories sociales confondues, de 18 à 25 ans.

Répartition selon les spécialités :

- droit et sciences politiques : 15
- sciences économiques : 9
- commerce/comptabilité-gestion : 9
- études techniques : 7
- langues étrangères appliquées - langues et civilisations étrangères : 7
- sciences - médecine : 6
- histoire - géographie : 6
- sociologie : 5
- arts plastiques - histoire de l'art : 4
- psychologie : 3
- lettres modernes - lettres classiques/linguistique : 3
- mathématiques/informatique : 2
- philosophie : 1
- communication : 1
- sport-études : 1
- animation : 1

Seulement 2 personnes interrogées sont salariées. La moyenne d'âge se situe entre 21 et 22 ans.

Sept personnes ont effectué leur service national, 2 sont sursitaires, 2 réformées ou exemptées. 3 personnes ont effectué leurs 3 jours ou une préparation militaire.

ANNEXE II

QUESTIONNAIRE LA JEUNESSE ET LA DÉFENSE

PRÉ-ENQUÊTE

- Question 1 :* Qu'évoque pour vous le service national ?
- Question 2 :* Un de vos amis s'engage dans l'armée. Qu'en pensez-vous ?
- Question 3 :* Pensez-vous que les militaires sont des gens comme les autres ?
- Question 4 :* Qu'est-ce que la défense pour vous ?
- Question 5 :* La défense vous paraît-elle nécessaire de nos jours ?
- Question 6 :* A quoi sert l'armée ?
- Question 7 :* «La France doit toucher les dividendes de la paix ». Êtes-vous d'accord avec cette opinion ?
- Question 8 :* Pour quelles valeurs ou quel idéal seriez-vous prêt à vous battre en risquant votre vie ?
- Question 9 :* Est-ce que l'arme nucléaire est aujourd'hui utile pour la France ?
- Question 10 :* Par qui ou pour quoi la France peut-elle être menacée ?
- Question 11 :* Qu'est-ce que la dissuasion ?
- Question 12 :* La France, dans les dix dernières années, est intervenue militairement partout dans le monde (Tchad, Liban, Cambodge, Irak, ex-Yougoslavie, Rwanda). Cela vous paraît-il nécessaire et légitime ?
- Question 13 :* Les armées françaises participent de plus en plus à des actions humanitaire. Est-ce leur rôle ?
- Question 14 :* La France, peut-elle compter sur une défense européenne pour assurer sa sécurité ?
- Question 15 :* La France a-t-elle les moyens militaires de ses ambitions politiques ?

ANNEXE III

LA JEUNESSE ET LA DÉFENSE

ENQUÊTE

- Question 1 :* Quels sont les pays qui, à votre avis, constituent une menace pour la France et ses intérêts dans le monde ?
- Question 2 :* Parmi les agressions dont la France peut être l'objet de la part d'autres pays, quelle est celle qui vous préoccupe le plus à l'heure actuelle ?
- Question 3 :* Que pensez-vous du budget de la défense ?
- Question 4 :* Souhaiteriez-vous une réduction des armements aussi bien sur le plan national qu'international ?
- Question 5 :* Seriez-vous prêt à vous engager dans l'armée ?
- Question 6 :* Qu'évoque pour vous le service national ? Seriez-vous volontaire pour l'effectuer ?
- Question 7 :* Un de vos amis s'engage dans l'armée, qu'en pensez-vous ?
- Question 8 :* Pensez-vous que les militaires sont des gens comme les autres ?
- Question 9 :* Souhaiteriez-vous plus d'interventions humanitaires réalisées par l'armée ?
- Question 10 :* Seriez-vous favorable au développement de la collaboration européenne en matière de défense ?
- Question 11 :* La France peut-elle assurer sa défense sans sa force de dissuasion nucléaire ?
- Question 12 :* Quelle est, selon vous, la finalité des industries de défense ?
- Question 13 :* Est-il important pour la France d'avoir une industrie de défense puissante ?